

AADL 3

Lancement de la mise en ligne des ordres de versement de la deuxième partie de la première tranche

P 16

UNE COMMISSION INTERMINISTÉRIELLE
VIENT D'ÊTRE INSTALLÉE

Cap sur l'efficacité énergétique

La maîtrise de l'énergie au centre des préoccupations du gouvernement. En effet, dans un contexte marqué par la hausse de la demande énergétique, les impératifs de la transition écologique et la nécessité de préserver les ressources nationales, les pouvoirs publics ont procédé à l'installation de la commission interministérielle de maîtrise de l'énergie. P 3



FORMATION DES
ARTISANS

Lancement d'une session nationale à travers 58 wilayas

Le ministère du Tourisme et de l'Artisanat a lancé une session nationale de formation au profit de plus de 1200 artisans, afin de leur permettre de renforcer leurs compétences dans la promotion et la commercialisation de leurs produits, et de mieux représenter l'Algérie dans les fora internationaux, indique, lundi, un communiqué du ministère.

P 2

CONSEIL DES MINISTRES
Les orientations du Président Tebboune

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé dimanche une réunion du Conseil des ministres consacrée à l'examen de dossiers majeurs touchant à la fois aux secteurs économiques structurants, aux infrastructures, à l'éducation et à la participation citoyenne. Cette rencontre a donné lieu à une série d'instructions et d'orientations qui traduisent la volonté des pouvoirs publics d'accélérer la transformation économique du pays tout en consolidant les bases sociales et institutionnelles.

P 2

ALGERIA BID ROUND 2026
70 compagnies ont consulté l'appel d'offres

L'appel à concurrence « Algeria Bid Round 2026 » suscite un intérêt notable de la part des investisseurs internationaux, avec pas moins de 70 compagnies ayant déjà consulté les données mises à disposition. Ce chiffre témoigne de l'attractivité renouvelée du domaine minier algérien dans un contexte énergétique mondial en mutation.

P 5

AMÉLIORATION DU CLIMAT DES AFFAIRES
ET ORGANISATION DU MARCHÉ NATIONAL
**Vers une économie plus
transparente et équilibrée** P 2

ENTREPRISE DES CIMENTS
ET DÉRIVÉS DE CHLEF
**Lancement d'un projet
de valorisation énergétique
des déchets** P 5

DÉDIÉE À L'ACQUISITION
DES MOUTONS DE L'AÏD
**La plateforme
«Adhahi»largement saluée
par les citoyens** P 4

**COSOB - IRFFI
Signature d'une
convention de
coopération**

La Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB) a signé, hier à Alger, une convention de coopération avec l'Institut de recherche et de formation en finance islamique (IRFFI), a indiqué la Commission dans un communiqué. Cette convention vise, en effet, le renforcement des capacités dans le domaine de la finance islamique. Elle porte, ajoute la même source, sur la conception et l'organisation d'un programme de formation menant à l'obtention du certificat de professionnels du marché financier islamique, au profit des professionnels du secteur, afin de leur permettre d'acquérir des certifications qualifiantes. L'accord prévoit également, selon la COSOB, l'accompagnement des acteurs économiques dans le développement des compétences de leurs personnels, de manière à répondre efficacement aux exigences de la finance islamique et à renforcer son rôle dans le soutien à l'économie nationale.

R.E.

**SPONSOR OFFICIEL ET
TECHNOLOGIQUE DE L'ICT
AFRICA SUMMIT
Le Groupe Télécom
Algérie au rendez-vous
de l'innovation**

Le Groupe Télécom Algérie est fier d'annoncer sa participation à la nouvelle édition de l'ICT Africa Summit 2026, en qualité de Sponsor Officiel et Technologique, un rendez-vous incontournable dédié aux technologies de l'information, à l'innovation et à la transformation numérique en Afrique. À travers cette présence stratégique, le Groupe Télécom Algérie prendra part à cet événement majeur aux côtés de ses filiales, confirmant ainsi son engagement constant en faveur du développement du numérique et de la modernisation des infrastructures technologiques en Algérie. Acteur public de référence dans le secteur des télécommunications, le Groupe Télécom Algérie œuvre quotidiennement à renforcer la connectivité nationale et à accompagner la transition digitale du pays. Grâce à ses différentes filiales, le Groupe propose une offre complète de services couvrant la téléphonie fixe et mobile, l'Internet haut débit, les communications satellitaires, les réseaux en fibre optique ainsi que les solutions destinées aux entreprises et aux institutions. Par sa participation à l'ICT Africa Summit 2026, le Groupe réaffirme sa volonté de soutenir l'innovation, de promouvoir les projets structurants à grande échelle et de contribuer activement à l'émergence d'un écosystème numérique performant au service des citoyens et des entreprises. Le public, les professionnels du secteur ainsi que les partenaires institutionnels sont invités à découvrir les initiatives, solutions et perspectives portées par les filiales du Groupe Télécom Algérie du 21 au 23 avril 2026 Palais des Expositions – SAFEX, Alger.

Communiqué

**AMÉLIORATION DU CLIMAT DES AFFAIRES
ET ORGANISATION DU MARCHÉ NATIONAL**

**Vers une économie
plus transparente et équilibrée**

Dans le cadre des efforts de modernisation du climat des affaires et de renforcement de la régulation du marché national, la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif, a présidé l'ouverture d'un colloque national consacré aux mécanismes de protection du consommateur et aux garanties accordées aux entreprises.

Par Zahir R.

Des espaces commerciaux pour les jeunes

Lors de cet événement, placé sous le thème « Amélioration du climat des affaires et organisation du marché national : entre les garanties accordées aux entreprises et le renforcement de la protection du consommateur », la ministre a rappelé que l'Algérie a engagé, depuis 2020, une série de réformes économiques d'envergure sous l'impulsion du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Ces réformes ont permis, selon elle, de moderniser le cadre juridique et réglementaire, tout en simplifiant les procédures administratives et en renforçant la stabilité de l'environnement économique.

Amel Abdellatif a insisté sur l'importance de la confiance entre l'État et les opérateurs économiques, condition essentielle à une régulation efficace du marché. Elle a souligné que les pouvoirs publics s'emploient à garantir une application équitable des lois, tandis que les entreprises sont appelées à respecter les règles et à adopter des pratiques transparentes.

Évoquant la question de l'intégration de l'économie informelle, la ministre a annoncé un projet en cours, en coordination avec le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, visant à créer des espaces commerciaux aménagés destinés aux jeunes entrepreneurs à travers les différentes wilayas du pays. Cette initiative vise à intégrer ces activités dans le circuit officiel et à renforcer la dynamique du marché national. Par ailleurs, la transition vers les transactions électroniques a été présentée comme un levier majeur de modernisation. Grâce à une infrastructure numérique en développement, les autorités entendent réduire l'usage du cash, améliorer la traçabilité des échanges et renforcer la transparence du marché. En matière de protection du consommateur, des avancées notables ont été réalisées. Entre 2020 et 2025, pas moins de 21 textes réglementaires ont été adoptés pour encadrer divers produits et services, allant des denrées alimentaires aux équipements de sécurité.

Ces mesures visent à garantir la conformité des produits et à préserver la santé des citoyens. La ministre a également évoqué le rôle croissant de la recherche scientifique dans le secteur du commerce, avec plusieurs projets dédiés à l'amélioration des techniques de stockage, à la détection de la fraude et à la numérisation des données alimentaires.

L'objectif de ces efforts, a-t-elle déclaré, est de construire un marché national organisé et transparent, offrant un environnement favorable à une activité économique dynamique, tout en garantissant une protection efficace du consommateur. À cet effet, la ministre a appelé les différents acteurs économiques à renforcer la confiance et à s'engager positivement dans ce processus afin de soutenir l'efficacité des politiques publiques et de consolider la stabilité du marché national. En marge de la rencontre, une exposition a permis de mettre en lumière les services proposés aux opérateurs économiques par différentes entreprises. Les participants ont pu échanger autour des défis actuels et des perspectives d'évolution du marché national.

FORMATION DES ARTISANS

Lancement d'une session nationale à travers 58 wilayas

Le ministère du Tourisme et de l'Artisanat a lancé une session nationale de formation au profit de plus de 1200 artisans, afin de leur permettre de renforcer leurs compétences dans la promotion et la commercialisation de leurs produits, et de mieux représenter l'Algérie dans les fora internationaux, indique, lundi, un communiqué du ministère. "Conformément aux instructions de la ministre du secteur, Houria Meddahi, relatives à la formation et à la qualification des artisans, considérés comme des ambassadeurs de l'Algérie dans les différents fora nationaux et internationaux, et dans le

cadre de la convention signée avec le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels, la Direction de la formation et de la valorisation des ressources humaines a organisé une session nationale de formation au profit des artisans au niveau des instituts et des centres de formation et d'enseignement professionnels", précise la même source. Plus de 1200 artisans bénéficieront de cette session, qui s'étalera du 19 au 30 avril en cours, à travers 58 wilayas. Cette session, deuxième du genre après celle organisée l'année dernière et favorablement accueillie

par les artisans, sera "généralisée sur l'ensemble du territoire national, à l'issue de la décision prise lors de la réunion de la Commission conjointe des deux ministères". "Afin d'atteindre le plus grand nombre d'artisans bénéficiaires, il a été décidé d'organiser une session similaire en novembre prochain, ce qui permettra aux concernés de renforcer leurs compétences dans les différents aspects liés à la promotion et à la commercialisation de leurs produits, outre la maîtrise de la langue anglaise et des techniques de communication", précise le communiqué.

Dans ce cadre, il a été procédé à "la révision du programme présenté l'année dernière, après sa réévaluation par des spécialistes en ingénierie pédagogique et des professionnels du secteur", selon la même source.

"Le programme comprend des axes principaux dont le marketing local et numérique, l'exportation, le marketing stratégique, les techniques de présentation et de négociation, les techniques de valorisation et de qualité, la conception et l'emballage, le renforcement de l'anglais professionnel, en sus de projets pratiques", conclut le communiqué.

PORT D'ALGER

**Arrivée d'une nouvelle cargaison de moutons
importés en prévision de l'Aïd El-Adha**

Un navire transportant une nouvelle cargaison de têtes d'ovins importées a accosté, lundi au port d'Alger, dans le cadre des efforts visant à assurer l'approvisionnement du marché national, en prévision de l'Aïd El-Adha, indique un communiqué de l'Entreprise portuaire d'Alger (EPAL).

Cette opération s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à protéger le pouvoir d'achat des citoyens et à garantir la stabilité

des prix du bétail, en prévision de l'Aïd El-Adha, et en application des instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, relatives à la prise des dispositions organisationnelles nécessaires pour faciliter cette opération, précise la même source. L'opération d'accostage du navire et de déchargement de la cargaison s'est déroulée dans "des conditions organisationnelles rigoureuses", grâce à la mobilisation des moyens logistiques et humains nécessaires, afin d'assurer le bon déroulement de cette

opération, conformément aux procédures en vigueur au sein de l'enceinte portuaire, lit-on dans le communiqué. Elle fait partie d'une série de cargaisons programmées visant à renforcer la disponibilité des bêtes de sacrifice, notamment à l'approche de l'Aïd El-Adha, tout en veillant au respect des normes sanitaires et vétérinaires adoptées, afin de garantir la sécurité du cheptel et la qualité du produit destiné à la consommation.

APS

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

**Directeur de
publication**
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

CONSEIL DES MINISTRES

Les orientations du Président Tebboune

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé dimanche une réunion du Conseil des ministres consacrée à l'examen de dossiers majeurs touchant à la fois aux secteurs économiques structurants, aux infrastructures, à l'éducation et à la participation citoyenne. Cette rencontre a donné lieu à une série d'instructions et d'orientations qui traduisent la volonté des pouvoirs publics d'accélérer la transformation économique du pays tout en consolidant les bases sociales et institutionnelles.

Synthèse Selma R.

Dès l'ouverture des travaux, le chef de l'État a salué les efforts consentis par la ministre de la Culture et des Arts pour la réussite de la visite du pape Léon XIV dans la wilaya d'Annaba, avant de féliciter les nouveaux ministres des Mines et de l'Hydraulique pour leur prise de fonctions. Il leur a, à cette occasion, fixé des priorités claires, en lien direct avec les objectifs stratégiques du pays. Dans le secteur de l'hydraulique, le président a insisté sur la nécessité d'élaborer un nouveau plan de gestion visant à garantir une sécurité hydrique durable. Cette orientation s'inscrit dans une logique de modernisation du secteur, avec un accent particulier sur l'actualisation des systèmes de veille afin de permettre une réponse rapide et efficace face aux situations d'urgence, tout en assurant un diagnostic précis et des solutions adaptées aux attentes des citoyens. Concernant les mines, le président de la République a réaffirmé le rôle central de ce secteur dans la stratégie de diversification économique. Il a ainsi fixé un objectif précis : entamer l'exportation du phosphate issu de la mine de Bled El Hadba d'ici mars 2027. Cette échéance est étroitement liée à l'achèvement des infrastructures nécessaires, notamment la ligne minière reliant Bled El Hadba à Oued El Kebrit ainsi que le quai minéralier en cours de réalisation au port d'Annaba. Dans ce cadre, le chef de l'État a ordonné le lancement immédiat des

unités de traitement des matières premières, parallèlement à l'exploitation du gisement. Il a également insisté sur la constitution de stocks stratégiques d'urée et d'ammoniac, conformément aux normes internationales, soulignant le caractère sensible de ces produits et les exigences liées à leur stockage. Le projet d'extension du port d'Annaba a également été au cœur des discussions, avec une instruction claire de renforcer le partenariat algéro-chinois dans les domaines de la construction et du dragage portuaire. L'objectif affiché est de finaliser les travaux du quai minéralier d'ici fin mars 2027, afin de soutenir les ambitions exportatrices du pays. Par ailleurs, le président de la République a mis en avant l'importance du projet de la ligne ferroviaire du Sud reliant Alger à Tamanrasset, en passant par Laghouat, Ghardaïa, El Menia et In Salah. Qualifié de « nouveau projet du siècle », ce chantier structurant devrait entrer en service à la fin de l'année 2028. Il est appelé à jouer un rôle déterminant dans le désenclavement des régions du Sud et dans la dynamisation des échanges économiques à l'échelle nationale. Sur le plan énergétique, le Conseil des ministres a examiné un exposé relatif à la restructuration du secteur et au développement des énergies renouvelables. Le président a ordonné la réalisation d'une étude de faisabilité en vue de la création d'un secrétariat d'État dédié à ce domaine, tout en saluant les efforts déployés par les travailleurs et les cadres de Sonelgaz. Commentant ces orientations du président

de la République, l'expert économique Houari Tigharsi les a saluées, soulignant à cet égard que le projet de phosphate intégré repose sur « une vision industrielle globale, reliant l'exploitation minière de Bled El Hadba aux chaînes de transformation, notamment la production d'ammoniac et d'urée, outre le développement des infrastructures logistiques via le port d'Annaba et les installations qui y sont associées ». Ce projet stratégique s'inscrit dans « une dynamique plus large de relance du secteur minier en tant que levier de diversification de l'économie », a-t-il ajouté, saluant la volonté affichée par les pouvoirs publics, à leur tête le président de la République, de faire du secteur minier « un pilier d'un modèle économique fondé sur la production et la création d'emplois, notamment en le reliant aux industries de transformation et en l'orientant vers l'exportation ». Le même intervenant estime que la fixation de mars 2027 comme échéance pour le début de l'exportation du phosphate constitue « un tournant qui dépasse le simple objectif technique pour refléter une orientation stratégique visant à repositionner l'Algérie sur le marché mondial », soulignant que la nouvelle approche vise à « rompre avec les schémas conventionnels dans ce domaine et à passer de l'exportation de matières brutes à la production d'engrais à forte valeur ajoutée, renforçant ainsi la présence algérienne sur un marché étroitement lié à la sécurité alimentaire mondiale ».

HAUT CONSEIL ISLAMIQUE

La formule Moudaraba de la Finance islamique mise en avant à El-Oued

L'importance de la formule Moudaraba (financement participatif), introduite dans le cadre de la Finance islamique pour le financement de projets économiques, a été mise en avant, lundi à El-Oued, lors d'une conférence nationale organisée par le Haut conseil islamique (HCI).

Intervenant en ouverture de la rencontre, le président du HCI, Mabrouk Zaid El-Kheir, a indiqué que la formule d'investissement dite de Moudaraba, tout comme celle de la Mourabaha, est un produit de la Finance islamique, reconnue dans les transactions économiques, comme une alternative d'investissement efficace. Des formules d'investissement en harmonie avec les convictions de la société et de l'économie nationale, apportant une alternative aux transactions économiques classiques de nature usurière, a-t-il ajouté.

M. Zaid El-Kheir a saisi l'opportunité pour appeler à développer les mécanismes techniques des transactions financières, selon une approche pratique débarrassée des craintes et susceptibilités liées à l'usure, et saluer les démarches ayant permis de mettre en place des modes de transactions financières diverses inspirées de la Finance islamique.

De son côté, Dr. Said Bouizri, membre du HCI, a fait état, dans son exposé intitulé "Cadres juridique et organisationnel de la Finance islamique en Algérie", que la richesse du système juridique algérien "permet d'encadrer le produit de la Finance islamique et de parvenir à capitaliser l'importante masse monétaire dormante".

Il a rappelé, dans le même contexte, qu'il existe dans chaque institution bancaire une instance chargée d'accompagner ce modèle financier, en plus de l'autorité légale de supervision et de contrôle.

R. E.

ORIENTATIONS DU CONSEIL DES MINISTRES

Vers une gouvernance économique stratégique

Par Selma R.

La réunion du Conseil des ministres tenue avant-hier, sous la présidence de Abdelmadjid Tebboune, a marqué un tournant significatif dans la manière dont l'économie nationale est désormais conçue et pilotée. Elle a traduit l'émergence d'une mutation vers une gouvernance économique stratégique, fondée sur une vision intégrée et inscrite dans le long terme, telle qu'elle ressort des orientations arrêtées.

Invité à analyser la portée de ces décisions, l'expert en développement économique Abderrahmane Hadeff a souligné d'emblée « une mutation fondamentale dans la gouvernance de l'économie algérienne », estimant que le pays a opéré une transition décisive d'une « gestion conjoncturelle vers une gouvernance stratégique, assise sur une vision globale et prospective ». Cette lecture a mis en relief une évolution structurelle où les projets ne sont plus envisagés de manière isolée, mais s'inscrivent désormais dans une architecture cohérente destinée à transformer durablement le modèle de croissance nationale. Dans ce contexte, le projet de valorisation du phosphate, notamment à travers le gisement de Bled El Hadba, a illustré cette nouvelle approche. L'expert a précisé qu'« il ne faut pas lire ce projet comme un simple investissement, mais dans son contexte global », car

il s'inscrit dans une stratégie visant à repositionner l'économie nationale sur l'échiquier international. « Le secteur minier constituera l'un des principaux moteurs de la croissance », a-t-il rappelé sur les ondes de la « Chaîne I » de la radio nationale, appelant à rompre avec la dépendance aux hydrocarbures et à bâtir un modèle fondé sur la diversification et la création de valeur. Dans cette perspective, la notion de chaîne de valeur a occupé une place centrale. Hadeff a insisté sur le fait que « la nouvelle orientation repose sur le contrôle de l'ensemble de la chaîne, de l'extraction jusqu'à la commercialisation », intégrant les étapes de transformation industrielle, de logistique et de distribution. Une telle approche a permis, selon lui, d'augmenter la valeur ajoutée locale tout en renforçant la compétitivité de l'économie nationale sur les marchés internationaux. Il a également mis en avant les atouts structurels dont dispose l'Algérie pour réussir ce pari, rappelant que le pays bénéficie d'importantes ressources en phosphate et en gaz naturel, deux intrants essentiels dans la production d'engrais. « Cela permettra à l'Algérie de se positionner comme une puissance industrielle dans le domaine des fertilisants », a-t-il affirmé, soulignant que les capacités de production pourraient dépasser les 12 millions de tonnes annuelles à moyen terme.

Cette montée en puissance est intervenue

dans un contexte international marqué par de fortes tensions sur les marchés des engrais. L'expert a indiqué que « les prix sont passés de 80 à 120 dollars la tonne avant les crises à plus de 600 dollars aujourd'hui », ce qui a ouvert des perspectives importantes pour les pays producteurs. Il a également noté que les perturbations des chaînes d'approvisionnement et les restrictions à l'exportation dans certains pays ont renforcé l'attractivité de l'Algérie, qui « devient une destination privilégiée pour les investissements dans le secteur minier ». Dans cette dynamique, la dimension logistique est apparue comme un levier déterminant. Le développement du quai minéralier au port d'Annaba, la création de nouvelles infrastructures de stockage pour l'urée et l'ammoniac, ainsi que la réalisation de la ligne ferroviaire reliant Alger à Tamanrasset, ont participé d'une même logique d'intégration. « L'investissement dans la logistique est un facteur clé de compétitivité », a-t-il insisté, rappelant que ces infrastructures permettent d'optimiser les coûts, de sécuriser les flux et de faciliter l'accès aux marchés internationaux.

L'accélération des projets miniers au cœur de la stratégie économique

Le projet ferroviaire, qualifié de « projet du siècle », a revêtu à cet égard une dimension stratégique majeure. Selon Abderrah-

mane Hadeff, il ne s'agit pas seulement d'un axe de transport, mais d'un véritable outil d'aménagement du territoire. « Ce projet va transformer la carte économique de l'Algérie et ouvrir un corridor économique structurant », a-t-il expliqué, ajoutant qu'il permettra également aux pays africains enclavés d'accéder aux marchés internationaux via le territoire national. Par ailleurs, la réussite de cette transformation repose aussi sur le capital humain et l'innovation. Il a souligné l'importance de l'investissement dans la formation, la recherche et les technologies avancées, notamment dans les domaines de la digitalisation et de l'intelligence artificielle. Il a également évoqué les perspectives offertes par l'hydrogène vert, appelé à jouer un rôle croissant dans la production d'engrais « verts », en phase avec les nouvelles exigences environnementales mondiales.

La question de l'efficacité des investissements publics constitue, enfin, un autre pilier de cette gouvernance renouvelée. L'expert a insisté sur la nécessité de « relever la rentabilité des investissements publics », estimant que chaque dinar investi doit générer un rendement significatif pour l'économie nationale. Cette exigence de performance s'inscrit dans le cadre des réformes engagées pour améliorer la gestion budgétaire et renforcer l'impact des dépenses publiques sur la croissance.

USTHB

Programme de formation au profit du master "Sciences et technologies du médicament"

Un programme de formation de trois semaines, destiné aux étudiants du master professionnalisant "Sciences et technologies du médicament" (STM), sera lancé, lundi, dans le cadre du partenariat entre l'Université des sciences et de la technologie Houari-Boumediene (USTHB) et les Laboratoires pharmaceutiques Biopharm, indique, dimanche, un communiqué de l'Université. "Dans le cadre du partenariat dans le domaine scientifique entre l'USTHB et les Laboratoires pharmaceutiques Biopharm, qui parrainent le master professionnalisant STM, regroupant les spécialités Génie des procédés, Biologie et Chimie, un programme de formation est organisé sur trois semaines consécutives, chaque lundi du 20 avril au 4 mai 2026, au profit des étudiants de cette promotion", précise la même source. Animées par des experts de Biopharm, ces sessions porteront sur la validation des méthodes de fabrication, le développement et la validation des méthodes d'analyses physico-chimiques et microbiologiques, ainsi que la préparation à l'entretien d'embauche.

Le programme sera clôturé par une visite pédagogique des installations des Laboratoires Biopharm, "offrant aux étudiants une immersion concrète dans l'industrie pharmaceutique nationale". "Cette initiative illustre l'importance du rapprochement entre le monde académique et le secteur industriel, en favorisant le transfert de compétences, l'innovation et l'émergence des talents de demain", conclut le communiqué.

APS

ACCORD DE PÊCHE ALGÉRO-MAURITANIEN

Le ministre Yacine El-Mahdi Oualid inspecte des infrastructures du port de Tanit

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a effectué, dans la capitale mauritanienne Nouakchott, une visite à plusieurs installations et infrastructures du secteur de la pêche, dont le port de Tanit, qui accueillera prochainement des navires de pêche algériens en vue d'exploiter le quota de ressources halieutiques convenu entre les deux pays, dans le cadre du protocole de coopération dans les domaines de la pêche, de l'économie maritime et de l'aquaculture, a indiqué, dimanche, un communiqué du ministère. Au cours de cette visite, qui s'inscrit dans le cadre de l'activation du protocole de coopération, signé lors de la 20e session de la Grande Commission mixte algéro-maurita-

nienne tenue récemment en Algérie, M. Oualid, accompagné de Mohamedou Ould M'haimid, ministre mauritanien de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, s'est rendu au port de Tanit, où sept navires de pêche algériens accosteront prochainement en vue d'exploiter le quota de ressources halieutiques convenu, estimé à 31.120 tonnes, précise la même source. La visite du ministre a eu lieu en marge de sa participation aux travaux de la 34e session de la Conférence régionale de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pour l'Afrique (ARC34), tenue à Nouakchott. A cette occasion, M. Oualid s'est enquis, avec les armateurs concernés par la mise en oeuvre de cet accord bilatéral, "des infrastruc-

tures et des équipements logistiques du port de Tanit destinés à la réception et au conditionnement de la production halieutique, ainsi que des capacités offertes par la Mauritanie, pays frère, dans le domaine de la pêche, soulignant que cet accord ouvrira de larges perspectives aux investisseurs des deux pays pour renforcer la coopération économique". La visite a également permis, selon le communiqué, de tenir des rencontres avec les professionnels du secteur de la pêche en Mauritanie, membres de la Fédération nationale de la pêche (FNP), ainsi qu'avec l'ensemble des acteurs impliqués dans la mise en oeuvre de l'accord de coopération bilatérale dans les domaines de la pêche et de l'aquaculture.

RE/APS

DÉDIÉE À L'ACQUISITION DES MOUTONS DE L'AÏD

La plateforme "Adhahi" largement saluée par les citoyens

La plateforme nationale "Adhahi", dédiée à la réservation et à la vente des moutons importés en prévision de l'Aïd El Adha 2026, constitue une avancée numérique qualitative visant à simplifier la procédure d'inscription et de paiement, et à organiser l'opération d'acquisition au profit des citoyens, dans le cadre de la stratégie de soutien à la transformation numérique du secteur agricole et du renforcement de l'inclusion financière dans le pays. La plateforme, dont le lancement officiel a été annoncé samedi par le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, se caractérise par sa facilité d'utilisation et l'adoption de procédures numériques simplifiées, permettant aux citoyens d'effectuer les étapes d'inscription et de paiement de manière fluide et transparente, au sein d'une organisation moderne consacrant la numérisation du secteur agricole.

Pour s'inscrire, il suffit de se rendre sur l'onglet "Réservez votre mouton" sur la plateforme nationale Adhahi.dz, et remplir le formulaire qui s'affiche en renseignant les informations personnelles, telles que le Numéro d'identification national (NIN) et le numéro de la carte nationale d'identité biométrique (CNIBE).

L'utilisateur accède par la suite à la section des coordonnées, où il est invité à introduire son numéro de téléphone mobile, ainsi que son adresse électronique (facultative). Une fois ces données

saisies, l'utilisateur doit créer un mot de passe et le confirmer dans la case consacrée. Après avoir déterminé la localisation géographique (wilaya et commune), permettant de consulter la disponibilité des moutons dans la zone choisie, la plateforme propose plusieurs options de paiement: en espèces au prix de 50.000 DA, par Terminal de paiement électronique (TPE) au prix de 49.000 DA (soit une réduction de 1.000 DA), ou paiement en ligne au prix de 48.000 DA (soit une réduction de 2.000 DA), offrant ainsi au citoyen la liberté de choisir le mode de paiement le plus adapté. Le processus d'inscription inclut également une étape de vérification sécurisée consistant à saisir un code visuel (Captcha) affiché à l'écran, afin de renforcer la protection de la plateforme et prévenir toute utilisation illicite.

La plateforme exige l'approbation préalable des dispositions relatives à la protection des données personnelles, conformément à la législation en vigueur, notamment la loi relative à la protection des données à caractère personnel, condition sine qua

non pour finaliser l'inscription.

Une fois ces étapes accomplies, l'utilisateur clique sur le bouton "S'inscrire" pour soumettre sa demande, laquelle est confirmée par un code de vérification (OTP) envoyé par SMS au numéro de téléphone enregistré.

L'utilisateur obtient un récépissé de sa demande, personnalisé et non transférable, les parties compétentes devant examiner les demandes et organiser l'opération de distribution.

Par la suite, un rendez-vous pour le paiement et la réception de la bête de sacrifice est fixé, en notifiant le concerné, via un SMS où les détails sont spécifiés. Le jour de la réception, le citoyen devra se rendre au point de vente fixé, muni de la pièce d'identité nationale et du récépissé, afin de finaliser les formalités et réceptionner la bête de sacrifice dans des conditions organisées. Si le concerné ne se présente pas dans les 24 heures suivant le rendez-vous fixé, la demande est annulée sans préavis.

Synthèse R E

HADJ 2026

Reprise de l'opération de réservation en ligne des chambres d'hôtel à La Mecque

L'Office national du pèlerinage et de la Omra (ONPO) a annoncé, dans un communiqué, la reprise de l'opération de réservation en ligne des chambres d'hôtel à La Mecque, au profit des hadjis inscrits auprès de l'Office, à partir de ce lundi à midi. "L'opération de réservation en ligne des chambres d'hôtel à La Mecque, au profit des pèlerins inscrits auprès de l'ONPO,

reprendra ce lundi à partir de midi, et ce, pour l'ensemble des vols restants, prévus du 11 mai jusqu'au dernier vol prévu le 21 mai 2026", précise la même source.

L'opération de réservation s'effectue via le portail algérien du Hadj et l'application "Rakb Alhajj", conclut le communiqué.

APS

Dernière composition de DZAIINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	345,00	0,00	0,00	-12,70	6,09	10,14	197	67 965,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 395,00	1 398,00	0,22	-0,05	-0,83	8,99	5,56	16924	23 659 752,00
BIOPHARM	BIO	2 504,00	2 504,00	0,00	0,04	1,37	6,66	6,39	400	1 001 600,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 044,00	2 050,00	0,29	-4,15	-9,32	9,78	6,10	37000	75 850 000,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-5,57	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	0,00	3,29	3,97	5,00	0	0,00

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 20 افريل 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 20 Avril 2026

Produits	Prix du détail ¹			المنتجات
	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	
Légumes frais				
Pomme de terre	60	69	51	البطاطا
Tomate	184	202	167	الطماطم
Oignon sec	92	102	81	البصل الجاف
Ail sec	823	944	701	الثوم الجاف
Ail vert	214	242	186	الثوم الاخضر
Carotte	122	135	108	الجزر
Navet	111	124	99	اللفت
Petit pois	198	221	175	الجنباتة
Fève verte	104	119	89	الفول الاخضر
Courgette	124	138	110	الكوسة
Haricot vert	303	332	275	الفاصولياء الخضراء
Laitue	117	131	104	الخس
Fruits frais				
Orange	273	325	221	البرتقال
Citron	211	237	185	الليمون
Pomme locale	444	541	348	فواكه طازجة المحلي
Datte	502	635	370	التمر
Banane	439	456	423	الموز
Produits d'origine animale				
V viande bovine locale	1968	2120	1817	لحم البقر المحلي
Poulet de chair	372	385	360	الدجاج
Œufs (Unité)	17	18	15	البيض (وحدة)
Lait de vache (Litre)	97	103	91	حليب البقر (لتر)

UNE COMMISSION INTERMINISTÉRIELLE VIENT D'ÊTRE INSTALLÉE

Cap sur l'efficacité énergétique

La maîtrise de l'énergie au centre des préoccupations du gouvernement. En effet, dans un contexte marqué par la hausse de la demande énergétique, les impératifs de la transition écologique et la nécessité de préserver les ressources nationales, les pouvoirs publics ont procédé à l'installation de la commission interministérielle de maîtrise de l'énergie.

Par Z.R.

Une cérémonie officielle a été organisée hier à Alger sous la présidence du ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables et en présence du ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, du ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, du ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, ainsi que de la ministre de l'Environnement et de la Qualité de vie, Kaouter Krikou. En effet, cette nouvelle instance vise à renforcer la coordination entre les secteurs et à promouvoir une gouvernance énergétique intégrée, fondée sur l'efficacité, la rationalisation de la consommation et le développement des énergies renouvelables, en cohérence avec les engagements environnementaux et économiques de l'Algérie. Dans son allocution d'ouverture, le Dr Mourad Adjal a souligné que l'installation de cette commission constitue une étape structurante pour le secteur de l'énergie. Il a précisé qu'il s'agit d'un mécanisme consultatif stratégique appelé à accompagner la mise en œuvre d'une gouvernance énergétique moderne, fondée sur la concertation et l'efficacité. Selon le ministre, cette instance n'est pas un simple cadre administratif, mais une plateforme de coordination intersectorielle destinée à renforcer la politique nationale de maîtrise de l'énergie autour de trois axes majeurs, à savoir la rationalisation de la

consommation, l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion des énergies renouvelables.

Ces orientations, a rappelé M. Adjal, s'inscrivent pleinement dans la vision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à accompagner la transition énergétique et à diversifier l'économie nationale.

Diversification énergétique et compétitivité économique

Pour sa part, le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a souligné que la maîtrise de l'énergie constitue un levier essentiel pour renforcer la sécurité énergétique nationale et améliorer la compétitivité de l'économie. Il a appelé à accélérer l'intégration des énergies renouvelables et à développer une industrie nationale dédiée aux équipements énergétiques. Il a également mis en avant le potentiel important de l'Algérie dans le domaine de l'énergie solaire, appelant à structurer des filières industrielles locales capables de soutenir la transition énergétique et de réduire la dépendance technologique.

De son côté, le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a rappelé que cette commission s'inscrit dans une vision globale visant à optimiser la gestion des ressources énergétiques. Il a insisté sur la nécessité de réduire l'intensité énergétique, de limiter les émissions de gaz à effet de serre et de valoriser les ressources nationales. Il a

également évoqué les efforts du secteur pour développer des projets solaires sur les sites industriels, généraliser l'audit énergétique et accélérer la mise en œuvre de la stratégie de l'hydrogène vert, considérée comme un axe stratégique pour l'avenir énergétique du pays.

Par ailleurs, le ministre de l'Environnement et de la Qualité de vie, Kaouter Krikou, a insisté sur le rôle central de son secteur dans la réussite de cette transition. Elle a souligné que la maîtrise de l'énergie ne peut être dissociée des impératifs environnementaux, appelant à une intégration effective entre politiques énergétiques et environnementales. Elle a affirmé que le secteur de l'environnement œuvre à accompagner cette dynamique à travers plusieurs leviers structurants, notamment la promotion des modes de production et de consommation durables, la réduction des émissions polluantes et la lutte contre les effets du changement climatique. Les intervenants ont souligné que cette commission interministérielle constituera un cadre opérationnel central pour la définition d'une feuille de route nationale en matière de maîtrise de l'énergie. Elle devra assurer une meilleure coordination entre les secteurs concernés et garantir la cohérence des politiques publiques. L'objectif affiché est de bâtir un modèle énergétique durable, conciliant développement économique, protection de l'environnement et préservation des ressources pour les générations futures.

ALGERIA BID ROUND 2026

70 compagnies ont consulté l'appel d'offres

Par Réda Hadi

L'appel à concurrence « Algeria Bid Round 2026 » suscite un intérêt notable de la part des investisseurs internationaux, avec pas moins de 70 compagnies ayant déjà consulté les données mises à disposition. Ce chiffre témoigne de l'attractivité renouvelée du domaine minier algérien dans un contexte énergétique mondial en mutation. Doté de ressources estimées à près de 2 milliards de barils équivalent pétrole et porté par un cadre modernisé, ce nouveau cycle d'appel d'offres s'impose comme un levier stratégique pour mobiliser des investissements internationaux et consolider la place de l'Algérie sur la scène énergétique mondiale. Intervenant dans l'émission « L'invité du jour » sur la « Chaîne III » de la Radio nationale, Samir Bekhti, président d'ALNAFT, a détaillé les contours de cette nouvelle édition, qui porte sur sept périmètres jugés parmi les plus prometteurs. « L'appel à la concurrence, c'est ALNAFT qui offre à l'industrie Oil and Gas mondiale et nationale des opportunités d'investir », a-t-il expliqué, rappelant qu'une première expérience avait été menée en 2024. Le processus s'appuie sur une méthodologie structurée, issue d'un « Nomination Process » lancé fin 2025. À cette occasion, 24 projets ont été présentés aux opérateurs internationaux, permettant de recueillir leurs observations et d'affiner la sélection finale. « Le nombre de compagnies qui ont consulté a atteint les 70 compagnies », a-t-il indiqué, soulignant que ce retour du marché a permis de retenir sept périmètres stra-

tégiques : El Menzel, Ahara, Reggane II, Touggourt Sud, Berkine Est, Gourara et Illizi Ouest. Ces blocs, répartis sur différentes zones géologiques, offrent des profils variés, allant de l'exploration pure à l'optimisation de gisements existants, et reposent sur un potentiel énergétique conséquent. « On cumule, pour l'ensemble des périmètres, environ 1,8 milliard de barils de ressources », a précisé le responsable. À ces volumes s'ajoutent « 8,63 milliards de mètres cubes de gaz en ressources », ainsi que « 239 millions de barils et 19 milliards de mètres cubes de gaz en réserves déjà découvertes », constituant une base solide pour l'élaboration des programmes d'investissement.

L'évaluation des offres reposera principalement sur des critères techniques. « L'évaluation des offres se basera sur le nombre de puits, les superficies sismiques et les études proposées », a-t-il expliqué. L'objectif est d'encourager des engagements concrets et mesurables, tout en favorisant des partenariats durables. « On vise des partenariats solides, de long terme », a-t-il insisté, précisant que les opérateurs devront passer par une phase de préqualification technique et financière afin de garantir leur capacité à mener à bien les projets. Dans cette même logique, les autorités entendent diversifier les partenaires étrangers présents en Algérie. « Nous voudrions diversifier la présence du partenariat étranger en Algérie », a-t-il indiqué, évoquant l'intérêt déjà manifesté par des compagnies issues d'Amérique latine, d'Asie, d'Europe et d'Afrique. Le dispositif demeure ainsi ouvert à un large éventail d'acteurs, incluant également le secteur

privé national.

Sur le plan contractuel, six des sept périmètres seront attribués sous forme de contrats de partage de production, tandis qu'un seul sera exploité sous forme de participation. « Il faudrait que ce soit gagnant-gagnant », a-t-il affirmé, mettant en avant la nécessité d'un équilibre économique garantissant la viabilité des investissements. Le calendrier du processus a, par ailleurs, été clairement établi. Lancé officiellement le 19 avril 2026, il comprend une phase d'inscription et de préqualification qui s'étendra jusqu'au 1er juin. Les compagnies retenues auront ensuite accès au « data package », regroupant l'ensemble des données géologiques et géophysiques nécessaires. « La clôture du processus est prévue pour le 26 novembre 2026, avec une séance publique d'ouverture et d'attribution des offres », a précisé Samir Bekhti. L'une des principales innovations de cette édition réside dans la digitalisation complète du processus. « Tout a été digitalisé », a-t-il souligné, précisant que l'inscription se fait via une plateforme en ligne et que les sessions de « data room » se dérouleront en mode virtuel, permettant un accès simplifié aux données sans contrainte de déplacement.

Enfin, le responsable a tenu à replacer cette initiative dans une vision de long terme. « On a commencé à préparer ce cycle depuis août 2025 », a-t-il rappelé, insistant sur le fait que cette démarche s'inscrit dans une stratégie structurelle visant à renforcer l'attractivité du secteur des hydrocarbures, indépendamment des fluctuations conjoncturelles.

ENTREPRISE DES CEMENTS ET DÉRIVÉS DE CHLEF

Lancement d'un projet de valorisation énergétique des déchets

L'entreprise des ciments et dérivés (ECDE) de Chlef a annoncé hier le lancement d'un projet de valorisation énergétique des déchets visant à rationaliser la consommation de gaz naturel et à renforcer le recours aux énergies alternatives. Cette unité industrielle a été choisie par le groupe "GICA" comme site pilote pour concrétiser ce projet, a indiqué le directeur de l'usine, Djamel Soualmia, en marge de journées portes ouvertes sur l'entreprise organisées à la place de la Solidarité du chef lieu de wilaya.

Ce programme, qui sera réalisé au niveau de l'usine des ciments et dérivés située dans la zone industrielle d'Oued Sly, s'inscrit dans la stratégie du groupe GICA visant à intégrer des solutions innovantes et durables, notamment par l'exploitation des déchets industriels et agricoles comme source d'énergie alternative, a-t-il ajouté.

Selon le responsable, le choix de cette entreprise fait suite à une étude préliminaire menée avec des experts nationaux et étrangers. Les études techniques et économiques sont en cours de finalisation en vue de l'acquisition et de l'installation des équipements nécessaires pour ce projet, a-t-il précisé.

Ce projet vise à substituer jusqu'à 30 % de la consommation de gaz naturel utilisé dans la production de ciment, grâce à la valorisation énergétique de divers déchets récupérables, notamment certains plastiques et résidus agricoles.

M. Soualmia a souligné, en outre, que ce projet comporte d'importants enjeux économiques et environnementaux, représentés notamment par la réduction des coûts énergétiques et sa contribution à la limitation de l'accumulation des déchets et des émissions, en adéquation avec les exigences du développement industriel durable.

Les journées portes ouvertes sur l'entreprise des ciments et dérivés de Chlef ont pour objectif de faire connaître les produits de l'entreprise, certifiés conformes aux normes internationales, et de renforcer son ouverture sur son environnement économique et social, a ajouté le responsable.

Il a également fait état de l'exportation de quantités considérables de clinker et de ciment vers des marchés européens, avec l'ambition d'élargir ces exportations à d'autres destinations à l'avenir.

A noter que ces journées portes ouvertes se poursuivront durant la semaine en cours, à la place de la Solidarité de la ville de Chlef, selon les organisateurs.

APAS

KHENCHELA 500 millions de dinars pour l'aménagement des entrées principales du chef-lieu de wilaya

Une enveloppe financière de 500 millions de dinars a été allouée à l'exécution des travaux d'aménagement des entrées principales de la ville de Khenchela, a indiqué, dimanche, le président de l'Assemblée populaire communale (APC), Abderrezak Zaouia.

Le même élu a précisé, dans une déclaration à l'APS, que les travaux prévus dans ce cadre concernent l'aménagement des entrées de la ville donnant sur les cités Moussa-Reddah, Ben Boulaid, Route de Batna, 4.000 logements, Route d'Ain Beida et Pôle urbain de Frenguel.

M. Zaouia a également indiqué que l'APC de Khenchela a organisé, le week-end dernier, une réunion avec les représentants des bureaux d'études, les urbanistes, les architectes, les ingénieurs et les techniciens spécialistes du raccordement aux différents réseaux, afin d'adapter et de synchroniser les études techniques avant leur approbation définitive.

Le président de l'APC a ajouté que le lancement des travaux d'aménagement des 6 principales entrées de la commune de Khenchela aura lieu au cours du dernier trimestre de l'année 2026 au plus tard, après « finalisation de toutes les procédures administratives d'usage ».

M. Zaouia a affirmé que la réalisation de ces projets contribuera à mettre en valeur le caractère architectural local, en harmonie avec le patrimoine de la région, et à garantir une connexion fluide entre le réseau routier national et le tissu urbain, permettant ainsi la modernisation du chef-lieu de la commune de Khenchela au plan urbanistique.

R.R.

EL BAYADH

Lancement d'une session de formation en marketing des produits traditionnels au profit d'artisans

Une session de formation destinée aux artisans a été lancée, dimanche dans la wilaya d'El Bayadh, dans le but de développer leurs compétences en matière de commercialisation et de promotion des produits traditionnels, a-t-on appris auprès de la direction de la Formation et de l'Enseignement professionnels.

RE/AGENCE

Le chargé de la gestion de la direction, Mustapha Affane, a indiqué, dans une déclaration à l'APS, que cette session s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la convention de coopération entre le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels et le ministère du Tourisme et de l'Artisanat, ainsi que de la convention locale conclue entre la direction de la Formation et de l'Enseignement professionnels, la direction du Tourisme et de l'Artisanat et la Chambre de l'artisanat et des métiers.

Il a ajouté que cette formation, qui se déroule au Centre de formation profession-

nelle et d'apprentissage "Chetit M'barka", au chef-lieu de wilaya, s'étendra du 19 au 30 avril en cours. Elle s'inscrit dans les efforts visant à soutenir et accompagner les artisans et à renforcer leurs capacités en matière de commercialisation des produits traditionnels nationaux.

Cette session bénéficie à 20 artisans exerçant dans différentes spécialités, encadrés par des enseignants et des formateurs spécialisés en marketing, y compris le marketing via les plateformes et les supports numériques.

La formation comprend plusieurs axes relatifs aux méthodes modernes de marketing et de promotion, dans le but de permettre aux participants d'acquérir des ou-

tils pratiques pour élargir la commercialisation de leurs produits aux niveaux national et international, renforcer leur présence sur les plateformes numériques, et mettre en valeur la dimension culturelle et créative de l'artisanat local, selon la même source.

D'autres sessions similaires sont prévues, à l'avenir, afin d'élargir le nombre de bénéficiaires des différents programmes de formation proposés par le secteur au profit de ses partenaires et des personnes intéressées. Une session est notamment programmée dans la circonscription administrative d'El Abiodh Sidi Cheikh au profit des artisans de la région, selon la même source.

TIPASA

Réception de 21 nouveaux établissements scolaires avant la prochaine rentrée

Le secteur de l'éducation dans la wilaya de Tipasa s'attend à la réception de 21 nouveaux établissements scolaires à la prochaine rentrée 2026-2027, a-t-on informé dimanche auprès de la direction locale de l'éducation nationale.

Il s'agit de la réception attendue de 9 groupes scolaires, 7 Collèges d'enseignement moyen (CEM) et 5 nouveaux lycées, a indiqué le directeur local du secteur, Mahmoud Faouzi Tebboune, dans une déclara-

tion à la presse à l'issue de la supervision, de l'inauguration et de la mise en service de plusieurs établissements éducatifs, en compagnie du wali de Tipasa, Mohamed Amine Benchaouia.

Il a souligné que ces structures sont de nature à contribuer à la réduction de la pression sur les établissements existants, notamment dans certaines communes et nouvelles zones urbaines, principalement quatre (4) cités « AADL », qui bénéficieront de nouveaux lycées.

A noter que le wali a procédé dans la matinée à l'inauguration de deux (2) groupes scolaires à la cité des 1500 logements AADL de Tipasa et la cité des 400 logements promotionnels publics (LPP) de Douaouda, ainsi qu'au lancement de projets de construction d'un CEM à Hatatba et d'un groupe scolaire pour le cycle primaire à Koléa.

Ces quatre projets, pris en charge par la direction des équipements pu-

blics, ont été dotés d'une enveloppe globale de plus de 800 millions de DA.

Le wali a souligné que la des infrastructures éducatives se poursuivra afin de répondre aux besoins générés par l'expansion urbaine et la dynamique de développement que connaît la wilaya, en se rapprochant davantage des établissements éducatifs des zones d'habitation.

APS

JIJEL

Accostage au port de Djen Djen d'un navire chargé de près de 6.300 têtes d'ovins en provenance d'Espagne

Un navire transportant une cargaison d'ovins en provenance d'Espagne, estimé à environ 6 300 têtes, a accosté dimanche soir au port de Djen Djen (Jijel), et ce, dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'importation des moutons de l'Aïd. Un personnel de médecins vétérinaires a été

mobilisé pour assurer le suivi de l'opération, au cours de laquelle les moutons seront transférés vers un centre de quarantaine afin de garantir leur sécurité sanitaire et le respect des normes en vigueur, de manière à protéger la santé du consommateur et à renforcer la confiance dans le produit destiné au marché à l'occasion de

l'Aïd el-Adha, selon un communiqué de la Direction des services agricoles (DSA).

Le navire a accosté au port de Djen Djen dans des conditions organisationnelles rigoureuses, où l'ensemble des moyens logistiques et des ressources humaines ont été mobilisés pour garantir un déchargement fluide et sécurisé de

la cargaison, en coordination avec les parties concernées et dans le respect strict des normes vétérinaires et sanitaires en vigueur, afin d'assurer l'intégrité du troupeau et le bon déroulement de l'opération, a souligné, de son côté, l'entreprise portuaire de Djen Djen R.R.

GUELMA

78 axes routiers "prochainement" classés en tant que chemins communaux

Une liste de 78 axes routiers non classés a été établie dans la wilaya de Guelma en vue du classement de ces liaisons en tant que chemins communaux (CC) afin de leur permettre de bénéficier de programmes publics d'entretien et de réhabilitation, a déclaré, dimanche, le directeur des travaux publics (DTP), Salem Nouacer.

Le même responsable a souligné, lors de la présentation du projet de classement de ce nombre important de routes, lors d'une séance de travail

technique tenue au siège de la wilaya, en présence des membres du conseil de l'exécutif, de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) et des présidents des Assemblées populaires communales (APC), que « les axes programmés en vue du classement ont été proposés sur la base du décret n 80-99 du 6 avril 1980 relatif à la procédure de classement et déclassement des voies ».

M. Nouacer a indiqué que ces axes routiers, qui s'étendent sur une longueur totale d'environ 467 km, sont répartis sur différentes zones d'impor-

tance économique et touristique, et jouent un rôle de premier plan dans la connexion entre les différents groupes d'habitation et zones d'activité dans les 34 communes qui forment le territoire de la wilaya de Guelma.

Selon le même responsable, cette liste de chemins concernés par le classement en tant que chemins communaux, constitue la deuxième étape de la feuille de route du secteur dans ce domaine, après la première qui avait précédemment inclus le classement de 67 axes routiers pour une longueur to-

tale de l'ordre de 570 km du réseau de CC. Une action d'envergure qui permettra, selon le DTP, d'augmenter le nombre de CW pour le porter à 145 pour un linéaire total d'environ 1,140 km.

M. Nouacer a ajouté que cette nouvelle liste de liaisons routières concernées par le classement en tant que chemins communaux étoffera le réseau routier de la wilaya qui comprend également 8 routes nationales et 14 chemins de wilaya.

APS

« L'Asie Centrale, une voie entre opportunités et contraintes »

L'enclavement continental des 5 pays d'Asie Centrale ne les tient pas à l'abri des évolutions du monde. Éclatement de l'URSS, montée en puissance de la Chine, et guerre en Ukraine, ont créé autour d'eux une très forte dynamique géopolitique et économique. Après un 20^e siècle tranquille, adaptations et développement accéléré sont devenus la règle du 21^e siècle pour les « 5 Stans ». Énergie, logistique et finances constituent leurs priorités. Petite superficie ou faible population ne constitue pas une protection vis-à-vis de cette nécessaire évolution, à l'exemple du Kirghizistan.

Par Gérard Vespierre (*)

Dans le temps long, l'Asie Centrale a connu une évolution que peu de régions du monde ont vécue. Après avoir fait face à sa conquête par l'Empire russe au 18^e et au 19^e siècle, puis sous la domination de l'URSS, les 5 Républiques socialistes soviétiques d'Asie Centrale, ont choisi la voie de l'indépendance dans les années 1990. Au 21^e siècle, elles sont au cœur d'un grand affrontement. Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan, Turkménistan, et Ouzbékistan sont devenus un centre d'intérêt stratégique majeur, par le cumul de leur position géographique de corridor, et de leurs ressources naturelles.

Le grand jeu en Asie Centrale

La mise en place par Moscou de l'Union Economique Eurasiatique en 2015 et de son organe de décision le Conseil Suprême Économique Eurasiatique en 2019 structure la stratégie russe dans la région. Le Kremlin entend consolider son rôle de pivot en Asie Centrale face à la Chine. Mais cette dernière est dix fois plus peuplée, et dispose d'un PIB huit fois supérieur... Pékin de son côté a créé en 2001 l'Organisation de Coopération de Shanghaï (OCS), incluant la Russie membre fondateur. Mais 20 ans plus tard, elle a mis en place un sommet Chine-Asie Centrale, dont le Kremlin ne fait pas partie... ! Cette structure est maintenant dotée d'un secrétariat permanent, se réunit désormais, au niveau des chefs d'État, tous les deux ans. Elle constitue un parfait relais politico-économique aux Nouvelles Routes de la Soie... qui ne passent pas par Moscou... De son côté Washington a mis en place à partir de 2015 une structure dite C5+1, réunissant les 5 États d'Asie Centrale et les États-Unis, dans un cadre ministériel. 2025 a vu un important changement en réunissant les 6 chefs d'État, à la Maison Blanche, et encore plus symbolique, dans le bureau ovale. Les États-Unis ont ainsi voulu montrer par l'image l'importance du changement de niveau diplomatique, et donc du niveau des liens économiques et politiques qu'il impliquait. Ressources énergétiques, terres rares, et présence géopolitique au cœur du monde russo-chinois constituent de formidables motivations.

L'Europe ne saurait être absente

À l'évidence, l'Union Européenne ne peut se désintéresser du centre asiatique de son continent. La stratégie de l'UE pour l'Asie Centrale, présentée en 2007, fut le document fondateur. Des révisions sont intervenues en 2015 et 2019, puis 2023, renforçant les coopérations bilatérales et multilatérales, et précisant les priorités : le dia-



● Existants gas pipelines ● Proposed gas pipelines

logue politique, les liens économiques, l'énergie et le climat, la sécurité, et les échanges humains. À l'image de la Chine et des États-Unis, un premier sommet UE-Asie Centrale au niveau des chefs d'État et des présidents de la Commission et du Conseil Européen a eu lieu à Samarcande en avril 2025. La France a suivi un chemin régulier d'accélération de ses relations avec l'Asie Centrale, accompagnant l'évolution de l'Union Européenne, et tenant compte des événements géopolitiques majeurs. Le Kirghizistan a été un partenaire important pendant la dizaine d'années d'intervention en Afghanistan. Le Kazakhstan joue maintenant le rôle de partenaire majeur.

L'Asie Centrale au milieu des opportunités et des contraintes

Le potentiel des ressources stratégiques des 5 pays d'Asie Centrale, hydrocarbures, uranium, terres rares, le choc de la guerre lancée par la Russie en Ukraine, et leur position de corridor logistique entre la Chine, la Russie, et l'Europe, ont créé une dynamique jusqu'alors inconnue d'opportunités de développement. Se sont ajoutées des contraintes auxquelles ils n'étaient pas préparés, dans le domaine financier, bancaire, et réglementaire. Le bouleversement et les pressions, dues aux sanctions économiques et financières contre la Russie, dans le cadre du conflit en Ukraine, compliquent la situation. Les ouvertures ou tentatives d'ouvertures de nouveaux canaux de distribution, et de nouveaux parcours financiers, à grande échelle sont difficiles. Les pays d'Asie Centrale leurs réseaux bancaires et financiers représentent des réceptacles naturels pour canaliser l'accélération des échanges

économiques et financiers entre Moscou et Pékin.

Le Kirghizistan exemple de transformation

Comme ses quatre voisins, le Kirghizistan est soumis aux bouleversements des réseaux commerciaux, et aux pressions liées aux contournement des sanctions imposées à la Russie par les États-Unis et l'Union Européenne. Ceci constitue un des volets des actions et contrôles que son administration doit effectivement mettre en place. Mais ce pays travaille aussi à adopter les standards internationaux de conformité, par exemple en créant la création de la Zone d'Investissement de Tamchy. Cette décision intervient au moment où l'Union Européenne représente pratiquement 25% des échanges commerciaux des 5 pays d'Asie Centrale, et 40% des investissements entrants. Cette initiative de Zone Spéciale d'Investissement correspond donc au besoin des investisseurs, offrant stabilité, et croissance à long terme. La zone de Tamchy opérera juridiquement sous les principes de la « Common Law » anglaise, soutenu par un mécanisme indépendant de résolution des différends. Son cadre permet ainsi une pleine mobilité du capital, des transactions dans toute monnaie, et garantit un rapatriement de 100% des profits. L'environnement fiscal est donc clair. Les initiatives comparables dans les pays du Golfe montre que la communauté des investisseurs internationaux apprécie ces réglementations simplifiées, et que cela profite au pays hôte. Le Kirghizistan souhaite ainsi pouvoir maintenir son taux de croissance qui a atteint 11% en 2025, et offre ainsi, régionalement, une plateforme concrète de croissance, et de conformité.

Les opportunités bilatérales

En novembre 2023 un entretien entre Emmanuel Macron et son homologue Sadyr Japarov a marqué une étape importante dans les projets de développement économique, avec le déroulement d'un forum d'affaires franco-kirghiz. Le pays connaît une accélération massive de projets énergétiques, en particulier dans l'hydroélectricité, domaine dans lequel la France possède une solide expérience. Le Kirghizistan prévoit en effet 2 à 3 projets de nouvelles centrales hydroélectriques par an d'ici 2029 avec un projet majeur tripartite, incluant le Kazakhstan et l'Ouzbékistan. Ce dernier représente un investissement de plusieurs milliards d'Euros, avec le soutien de la Banque mondiale et de la BERD. Une contribution française à ce projet se placerait dans la droite ligne de l'accord de partenariat et de coopération renforcée signé entre l'UE et le Kirghizistan en 2024... Géographiquement situés à un carrefour entre Chine, Russie, et voie vers l'Europe depuis Pékin, les 5 pays d'Asie Centrale vivent depuis quelques années une accélération de leur développement, dans un cadre géopolitique perturbé. Ils doivent donc faire face à la fois aux contraintes que cela leur impose, et saisir les opportunités domestiques et internationales qui se présentent.

(*) Analyste géopolitique, diplômé de l'ISC Paris, DEA finances Dauphine PSL, fondateur du Média web www.le-monde-decrypte.com chroniqueur IDFM 98.0, intervenant régulier TV et Radio.

Source: La Tribune.fr; publié le 20/04/2026

EGYPTE

Le ministre de l'Investissement et du Commerce extérieur confirme l'importance de la transformation numérique

Le ministre de l'Investissement et du Commerce extérieur, Mohamed Farid Saleh, a confirmé l'importance de la transformation numérique comme nécessité stratégique pour la croissance et le développement du secteur des assurances en Égypte, insistant sur le fait que la prochaine étape exige un rôle plus important du secteur privé dans le soutien des efforts de réforme structurelle et l'amélioration de l'efficacité du marché. Lors de son entretien à Washington avec Amanda Horan, vice-présidente et responsable des affaires gouvernementales internationales à MetLife, le ministre de l'Investissement a discuté des moyens de renforcer les investissements conjoints et l'expansion sur le marché égyptien, notamment dans le domaine de l'assurance numérique. De son côté, Amanda Horan s'est montrée optimiste quant au climat d'investissement en Égypte, saluant les évolutions législatives et réglementaires du secteur financier non bancaire. Elle a confirmé l'intérêt de MetLife pour son expansion sur le marché égyptien, ainsi que son suivi constant des opportunités d'introduction en bourse dans le secteur de l'assurance.

Source : MENA

MAURITANIE

Le pays discute réforme scolaire et employabilité des jeunes avec la BID

Une jeunesse pléthorique, un marché du travail étroit, une école qui peine à faire le lien. Une équation sociale explosive que la Mauritanie cherche à désamorcer.

Le gouvernement mauritanien veut aligner l'école sur les besoins du marché du travail. C'est le signal fort qui se dégage d'une réunion tenue à Nouakchott. La ministre de l'Éducation, Mme Houda Mint Babah, a reçu une délégation de la Banque islamique de développement (BID) conduite par M. Mohamed Alusta, responsable des infrastructures sociales au bureau régional de Rabat. Les discussions ont porté sur l'état des projets en cours et les perspectives de coopération. Elles traduisent une volonté de renforcer l'efficacité des politiques éducatives face aux défis d'insertion professionnelle. Trois orientations structurent les réformes engagées. La première concerne la modernisation des dispositifs d'apprentissage. La deuxième vise à élargir l'accès à l'éducation dans une logique d'équité. La troisième met l'accent sur les filières scientifiques et technologiques. Ensemble, ces leviers doivent mieux préparer les jeunes aux exigences du marché du travail. L'institution financière basée à Jeddah en Arabie Saoudite a réaffirmé son engagement à accompagner cette dynamique. Son soutien repose sur des interventions concrètes déjà engagées dans le pays. L'institution finance notamment un projet d'environ 12 millions de dollars dédié au renforcement de l'enseignement des mathématiques, des sciences et des technologies. Elle soutient également la création d'établisse-



ments d'enseignement supérieur en régions, pour un montant estimé à près de 46,5 millions d'euros (55 millions USD), afin d'élargir l'accès et d'améliorer la qualité des formations. En parallèle, un accord signé en mai 2025, soit un an avant la réunion évoquée, prévoit près de 36 millions d'euros pour développer la formation professionnelle, avec la mise en place de pôles spécialisés et de programmes mieux alignés sur les besoins du marché du travail. À travers ces interventions, la BID combine financement, transfert d'expertise et appui aux politiques publiques, avec l'objectif de renforcer l'employabilité des jeunes et d'adapter les parcours de formation aux réalités économiques du pays.

Le défi reste considérable. Malgré des niveaux d'instruction plus élevés, une étude publiée par Afrobarometer en 2024 révèle que presque la moitié (47 %) des jeunes Mauritaniens n'ont pas d'emploi, mais en cherchent un. Ce taux dépasse légèrement la moyenne nationale estimée à 44 %. Cette situation s'inscrit dans un contexte où plus de six Mauritaniens sur dix ont moins de 25 ans. Toutefois, des signaux encourageants existent. Le gouvernement revendique plus de 23 400 emplois créés, dont au moins 11 000 via le projet Employabilité des jeunes de la Banque mondiale. Ces résultats restent à consolider pour répondre à une demande sociale en forte progression.

TUNISIE

Le CBF annonce un guide de décarbonation des finances

Le Conseil Bancaire et Financier (CBF) vient d'annoncer la publication du Guide de décarbonation des portefeuilles des institutions financières, accompagné d'une note sur les enjeux des émissions financées et des plans de transition, et d'une liste des activités économiques éligibles à la taxonomie climatique en Tunisie. Ce guide conçu pour doter le secteur bancaire et financier d'un référentiel méthodologique adapté au contexte national, poursuit, principalement, trois objectifs à savoir accompagner les institutions financières dans la

réduction de leurs émissions carbone financées, fournir des outils et recommandations pour comprendre et agir en matière de décarbonation et offrir des orientations spécifiques pour adapter les approches globales au contexte tunisien, a précisé le CBF. Dans un contexte où les exigences internationales en matière de finance durable se renforcent et où l'alignement des flux financiers avec les objectifs de l'Accord de Paris devient essentiel, le CBF, le Programme des Nations Unies pour le développement et le Ministère de l'Environnement pu-

blient conjointement le guide pour accompagner le secteur bancaire et financier dans sa transition vers une économie bas-carbone. La décarbonation fait référence au processus de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), notamment le dioxyde de carbone (CO₂), provenant des activités humaines. Dans le secteur financier, elle consiste principalement à aligner les portefeuilles d'investissement et de financement sur des objectifs climatiques globaux, comme ceux définis par l'Accord de Paris. Cet alignement est crucial, car les institu-

tions financières jouent un rôle central en orientant les flux de capitaux vers des activités économiques faibles en carbone. Les institutions financières tunisiennes ont une opportunité majeure à saisir pour accélérer la transition énergétique du pays. Des investissements stratégiques dans les énergies renouvelables, notamment l'éolien et le solaire, pourraient réduire la dépendance énergétique, renforcer la résilience économique et aligner le pays sur les objectifs de l'Accord de Paris.

Agence

SYRIE

Coopération internationale pour développer les secteurs financier et bancaire

Le ministre des Finances, Mohammad Yesser Barniya, et le gouverneur de la Banque centrale de Syrie, Abdulkader Hussarieh, ont discuté avec de hauts responsables du département des affaires monétaires et des marchés financiers au sein du Fonds monétaire international (FMI) des programmes d'assistance visant à renforcer les capacités et à développer les secteurs financier et bancaire du pays. « La rencontre s'était tenue en marge des réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale (BM) pour l'année 2026 à Washington », a indi-

qué le ministère des Finances, via sa chaîne Telegram. Les discussions ont principalement porté sur le soutien aux politiques de la Banque centrale de Syrie, le renforcement de ses capacités de supervision, ainsi que sur l'appui au développement des compétences de l'Autorité de contrôle des assurances. La réunion a également abordé le soutien au développement de l'Autorité syrienne des marchés financiers, ainsi que l'appui au renforcement des capacités du ministère des Finances pour l'émission d'obligations et de chèques du Trésor, afin de fournir des outils

permettant à la Banque centrale de gérer la liquidité et les opérations monétaires. Par ailleurs, le ministre des Finances et le gouverneur de la Banque centrale de Syrie ont rencontré Jihad Azour, directeur du département Moyen Orient et Asie centrale au FMI, afin d'examiner l'avancement de la coopération entre le Fonds et la Syrie. La rencontre a également abordé la contribution au développement des statistiques, notamment celles du secteur extérieur et de la balance des paiements. Lors d'une autre réunion, le ministre des Finances et le gouverneur ont ren-

contré Akihiko Nishio, vice-président du Groupe de la Banque mondiale chargé du financement du développement, et Paloma Anos Casero, directrice de la mobilisation des ressources de l'Association internationale de Développement (IDA) et du Financement des entreprises à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement. La réunion a porté sur les besoins de la Syrie en financement concessionnel et les mécanismes permettant de l'assurer à travers les guichets de subventions disponibles.

R.E

AFRIQUE

33 % des terres menacés par la striure brune du manioc

Alors que le manioc reste le deuxième plus important aliment de base en Afrique subsaharienne, après le maïs, le rapport recommande la sélection de variétés résistantes et la mise en place de systèmes de distribution de boutures certifiées exemptes de la maladie virale pour éviter une hausse de l'insécurité alimentaire sur le continent.

Synthèse Rédaction Internationale

La striure brune du manioc (Cassava Brown Streak Disease, CBSD), longtemps confinée aux régions côtières de l'Afrique de l'Est pendant plus de 70 ans, pourrait progresser rapidement vers l'Ouest et étendre son aire de répartition climatique potentielle à environ 33,7 % des terres du continent, ont averti des scientifiques dans une étude publiée le 16 janvier 2026 dans l'East African Journal of Science, Technology and Innovation. Intitulée Predicting the current and future suitable habitats of cassava and cassava brown streak disease in Africa, l'étude a été menée par des chercheurs notamment affiliés à l'Université sud-africaine de Stellenbosch. Les auteurs y cartographient les zones actuelles et futures susceptibles d'accueillir à la fois la culture du manioc et la maladie, en s'appuyant sur des modèles de distribution des espèces (MDE). Ces outils statistiques utilisent des données environnementales — température, précipitations ou encore altitude — pour prédire la distribution géographique d'une espèce dans le temps et dans l'espace. Les résultats montrent que 54,6 % de la su-

perficie totale de l'Afrique, soit environ 16,2 millions km², présentent actuellement des conditions favorables à la culture du manioc. Cette aire couvre principalement les régions tropicales et subtropicales d'Afrique subsaharienne.

Dans le même temps, les chercheurs estiment qu'environ 10,2 millions km², soit 33,7 % de la superficie du continent, offrent des conditions propices à la propagation de la striure brune du manioc, considérée comme la maladie virale la plus destructrice affectant cette culture.

La CBSD provoque une nécrose des racines, la partie comestible du manioc, rendant les récoltes impropres à la consommation. Les principaux foyers historiques de la maladie se situent actuellement le long des côtes de la Tanzanie et du Mozambique.

Selon les projections des chercheurs, les zones les plus vulnérables à l'avenir incluent la côte est et les régions lacustres de la Tanzanie, de l'Ouganda et du sud-est de la RD Congo. Le Malawi, le Rwanda, le Burundi et l'Angola — où des foyers de la maladie ont déjà été signalés — figurent également parmi les pays à haut risque, tout comme le nord de la Zambie.

Une probable extension à l'Afrique de l'Ouest

La présence de la striure brune du manioc n'a pas été jusqu'ici signalée en Afrique de l'Ouest, mais les modèles de distribution des espèces ont mis en évidence des conditions propices à la propagation de la maladie dans cette sous-région, en particulier en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Nigeria, durant les prochaines décennies.

La progression prévue de la striure brune du manioc sur le continent s'explique, en premier lieu, par les effets du changement climatique.

Les conditions plus chaudes et plus humides ainsi que la modification des régimes pluviométriques liées permettent de plus en plus à la mouche blanche (*Bemisia tabaci*), vecteur du virus de la striure brune du manioc, de s'étendre au-delà du plafond d'environ 1 000 mètres d'altitude, un seuil autrefois jugé défavorable par les chercheurs à sa survie. Des études scientifiques ont, en effet, conclu que la mouche blanche s'adapte progressivement aux conditions climatiques qui caractérisent les zones de culture du manioc dans la région des Grands Lacs.

CAMEROUN

Les revenus du GNL chutent de 8,06 % à 630 millions USD en 2025

Depuis 2018, le Cameroun s'est imposé comme producteur et exportateur de gaz naturel liquéfié (GNL). Si cette ressource reste une manne financière importante pour l'État, la valeur des exportations a toutefois connu une baisse en 2025.

Les exportations du gaz naturel liquéfié (GNL) ont généré au Cameroun des revenus d'un montant total de 350,1 milliards de FCFA (630 millions USD) au cours de l'année 2025, selon le rapport sur l'évolution du commerce extérieur publié le 1er avril 2026 par l'Institut national de la

statistique (INS). Ces recettes chutent de 30,6 milliards de FCFA (environ 55 millions USD) en glissement annuel, comparées aux 380,8 milliards de FCFA (686 millions USD) engrangés par le pays sur ses ventes de GNL à l'international en 2024.

Le statisticien public n'indique pas la cause de cette réduction plutôt importante des recettes sur le GNL. Mais, selon les analyses de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), cette baisse des revenus s'explique par la baisse des cours mondiaux à un moment de l'année. « L'afflux de

GNL a fait chuter les cours du gaz au 2^e semestre 2025 et a rapproché des prix européens et asiatiques », souligne l'AIE dans un rapport publié le 23 janvier 2026.

La comparaison des volumes de GNL vendus à l'international par le Cameroun, en 2024 et 2025, confirme d'ailleurs que la baisse des recettes enregistrées au cours de l'année 2025 est principalement liée à un effet de prix.

Sur la foi des chiffres de l'INS, les volumes de GNL exportés par le pays sont restés stables, à 1,378 million de tonnes en 2025, après

1,375 million de tonnes en 2024.

Au demeurant, en dépit du repli des revenus à l'export, le GNL reste parmi les principaux pourvoyeurs de devises au Cameroun.

Cet hydrocarbure est le 3^e produit d'exportation du pays sur la période avec 11,4% des recettes globales. Ce produit arrive juste derrière les fèves de cacao (26,3% du total des recettes d'exportation) et le pétrole brut (22,9%), selon le rapport de l'INS.

Synthèse R.I.

RDC

Le Royaume-Uni et la SFI injectent 3,1 millions de dollars pour financer les PME agricoles

Dans les pays en développement, des millions de PME et de petits exploitants agricoles n'ont pas accès aux financements nécessaires pour développer leurs activités.

La République démocratique du Congo (RDC) vient d'obtenir un financement de 2,3 millions de livres sterling (environ 3,1 millions de dollars) du Royaume-Uni, via le ministère des Affaires étrangères, du Commonwealth et du développement, en partenariat avec la Société financière internationale (SFI), pour soutenir les petites et moyennes entreprises (PME) agricoles.

L'accord, signé jeudi 16 avril, vise à améliorer l'accès au financement et aux équipements pour au moins 5000 agriculteurs et entreprises du secteur agroalimentaire. Le programme, prévu sur quatre ans, cible également plus de 300 PME détenues par des femmes. Selon Malick Fall, directeur pays de la SFI, cette initiative vise à « générer un véritable impact économique », en créant des emplois et en renforçant « les chaînes de valeur agricoles en RDC ». Car l'agriculture représente près de 21 % du produit intérieur brut (PIB) de la RDC, mais demeure confrontée à un déficit chronique de financement. D'après la SFI, l'écart de financement

des PME atteignait environ 27 % du PIB en 2024, soit plus de 11 milliards de dollars. Ce déficit continue de freiner la modernisation des exploitations et le développement des infrastructures.

Pour y remédier, les autorités congolaises entendent accroître les investissements publics et attirer davantage de capitaux privés. Dans son programme d'investissements prioritaires pour la période 2025-2028, le gouvernement prévoit d'injecter environ 265 millions de dollars dans la recherche, l'amélioration de la production et le développement des zones rurales à vocation agricole. À plus long terme, le pays

ambitionne de mobiliser 6,6 milliards de dollars sur dix ans dans le cadre de son Programme de transformation de l'agriculture (PTA).

Par ailleurs, plusieurs initiatives se développent dans le secteur privé pour soutenir la mécanisation agricole et faciliter l'accès aux équipements, dans un contexte où la RDC, malgré un important potentiel agricole (près de 80 millions d'hectares de terres arables et quatre millions d'hectares de terres irrigables), continue d'importer pour près de 2 milliards de dollars de denrées alimentaires chaque année.

Agence

NIGERIA

La flambée du prix du kérosène fait planer la menace d'une suspension des vols domestiques

La hausse des coûts énergétiques ravive les fragilités du transport aérien africain. Entre dépendance aux importations, tensions géopolitiques et contraintes structurelles, le secteur fait toujours face à des arbitrages complexes pour maintenir ses opérations.

Au Nigeria, la menace d'une suspension des vols domestiques plane selon la presse locale sur le transport aérien, depuis la publication d'une note par l'association des compagnies aériennes (Airline Operators of Nigeria). Le prix du kérosène aurait enregistré, apprend-on, une hausse de près de 300 %, passant de 900 nairas (0,67 \$) à 3300 nairas. Une augmentation jugée excessive par l'organisation, au regard de l'évolution des cours internationaux, estimée à environ 30 %.

Cette situation survient dans un contexte de tension sur les marchés énergétiques, liée notamment au conflit en Iran. Avec près de 70 % de l'approvisionnement africain en kérosène transitant par le détroit d'Ormuz, les prix du carburant sur le continent ont atteint 171 \$ le baril, selon l'indice Platts. Les experts anticipent déjà des risques de rupture d'approvisionnement dans plusieurs aéroports africains si la crise se prolonge. Au 10 mars, les stocks en Zambie étaient estimés à une dizaine de jours, contre 3 à 4 semaines en Afrique du Sud, tandis que le Kenya disposait d'environ 50 jours de réserves.

Agence

SUITE À UN REGAIN DE TENSION ENTRE LES ETATS-UNIS ET L'IRAN

Nouveau recul des marchés européens

Suite à un regain de tension entre les Etats-Unis et l'Iran, les Bourses européennes repartent dans le rouge alors que la trêve de 15 jours entre Washington et Téhéran, très vacillante, prendra fin ce mercredi. Vers 12h, le CAC 40 perd 1,12% à 8 330,36 points et l'Eurostoxx 50 recule de 1,29% à 5 979,62 points.

Le navire de la CMA CGM "a fait l'objet hier de tirs de semonce" dans le détroit d'Ormuz, a indiqué dimanche à l'AFP le groupe français de transport maritime, qui a précisé que l'équipage était "sain et sauf".

L'Iran a promis de "bientôt riposter" à cette prise de contrôle par la marine américaine d'un de ses cargos, accusant les Etats-Unis d'avoir "violé le cessez-le-feu". Sur Télégram, le porte-parole de l'état major iranien déclare que "les forces armées de la République islamique d'Iran prendront des mesures de représailles contre cet acte de piraterie armée et contre les militaires américains".

Donald Trump avait annoncé que la marine américaine avait ouvert le feu sur le cargo iranien Touska dans le golfe d'Oman et en avait pris le contrôle. Le navire "a tenté de franchir notre blocus maritime, et mal lui en a pris", a écrit le chef d'Etat américain sur sa plateforme Truth Social.

En outre, hier, POTUS a annoncé l'envoi d'une délégation américaine au Pakistan menée par le vice-président JD Vance pour participer à de nouvelles négociations de paix avec l'Iran.

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères d'Iran, Esmail Baghai, lors de son point de presse hebdomadaire, a confirmé que Téhéran n'a pas avoir encore pris de décision quant à sa éventuelle participation à ces nouveaux pourparlers, prévus à Islamabad. Il fait savoir aussi que "les Etats-Unis adoptent des comportements qui ne témoignent en rien d'un en-

gagement sérieux dans un processus diplomatique". Il a ajouté que la saisie d'un cargo iranien, le blocus naval des ports iraniens et les retards dans la mise en oeuvre du cessez-le-feu au Liban constituaient autant de "violations manifestes du cessez-le-feu".

Après la saisie de ce cargo iranien dans le golfe d'Oman par l'armée américaine, la Chine a affiché son inquiétude et a appelé les Américains et les Iraniens à "maintenir la dynamique du cessez-le-feu et des négociations", tout en se déclarant prête à y participer.

Hausse de l'or noir, Orange dans le vert

Face à ce regain de tensions, vers 12h, les prix du pétrole augmentent à nouveau ce lundi. Le Brent gagne 2,82% à 94,56 dollars et le WTI avance de 4,38% à 88,68 USD.

Côté valeurs, le distributeur français de carburants Rubis étudie une possible acquisition de Puma Energy, filiale de Trafigura, dans le cadre d'une opération mêlant numéraire et actions, rapporte Bloomberg. Cette transaction potentielle, qui valoriserait Puma jusqu'à 2,5 milliards d'euros, permettrait à Rubis d'élargir significativement son empreinte géographique, notamment en Amérique centrale et en Afrique subsaharienne, tout en offrant à Trafigura une sortie partielle d'un actif longtemps déficitaire mais récemment redressé.

De plus, Orange, qui avait accusé vendredi le plus fort repli (-5,28%) du CAC

40 est soutenu ce lundi par le broker Berenberg qui a relevé son objectif de cours à 20 euros contre 18 précédemment tout en maintenant sa recommandation à l'achat. Vers 12h, l'action de l'opérateur de télécommunications est logée à la deuxième place du palmarès de l'indice phare de la place parisienne, avançant de 1,93%.

"Il aura fallu six mois, mais Orange, Bouygues et Iliad se sont mis d'accord sur une nouvelle offre de 20,35 milliards d'euros pour SFR et entament désormais des négociations exclusives avec le groupe Altice France, propriétaire de la société.

Nous révisons à la hausse nos prévisions pour Orange afin de tenir compte de cette offre et relevons notre objectif de cours. Nous tablons sur la consolidation de Ma-

sOrange pour stimuler la croissance d'Orange, en attendant une décision concernant l'opération française", détaille dans une note Berenberg.

En Europe, ce lundi, Eni (+2,99%) occupe la tête du FTSE MIB à Milan après deux annonces stratégiques : la nouvelle découverte massive de gaz en Indonésie et le renforcement de son partenariat dans les biocarburants, avec Saipem (géant italien de l'ingénierie et de la construction, historiquement spécialisé dans le secteur de l'énergie - pétrole et gaz).

Côté statistiques, jeudi matin, les investisseurs prendront connaissances des indices PMI manufacturier du mois d'avril en France et en zone euro.

Agence

CAC 40

La Bourse de Paris devrait ouvrir en baisse

La Bourse de Paris devrait ouvrir en baisse lundi, dans le sillage du regain de tensions au Moyen-Orient. Vers 8h25, le contrat à terme sur le CAC 40 perdait une centaine de points, soit 1,3% environ, selon les données du courtier IG.

Le président américain, Donald Trump, a annoncé dimanche que les Etats-Unis avaient saisi un navire battant pavillon iranien dans le golfe d'Oman, ce qui constitue le premier recours connu à la force dans le cadre du blocus américain.

Donald Trump a également affirmé que l'Iran avait violé son accord de cessez-le-feu avec les Etats-Unis et a menacé sur son réseau Truth Social de "détruire chaque centrale électrique et chaque pont en Iran" si Téhéran ne conclut pas d'accord. Le président américain a

formulé cette menace tout en annonçant l'arrivée de négociateurs américains au Pakistan lundi soir pour de nouveaux pourparlers de paix. L'Iran a cependant encore menacé dimanche de ne pas participer aux pourparlers, affirmant que les exigences de Washington restent excessives.

Le scénario d'une déescalade des tensions au Moyen-Orient "est remis en question", observe John Plassard, responsable de la stratégie d'investissement chez Cité Gestion. Le marché avait sans doute été trop rapide à effacer la prime de risque géopolitique et la trajectoire des prochains jours dépendra avant tout de la capacité - ou non - des Etats-Unis et de l'Iran à revenir à la table des négociations, poursuit-il.

R I/Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 20 Avril 2026
Valeur : 22 Avril 2026

BASE	DEVISES	COURS ACHAT	COURS VENDE
1	USD US DOLLAR	132.1688	132.1838
1	EUR EURO	155.3644	155.4085
1	GBP POUND STERLING	178.4136	178.4820
100	JPY JAPANESE YEN	83.1250	83.1554
1	CNY CHINESE YUAN	19.3787	19.3835
1	CHF SWISS FRANC	168.8627	168.9466
1	CAD CANADIAN DOLLAR	96.5018	96.5338
1	DKK DANISH KRONE	20.7894	20.7944
1	SEK SWEDISH KRONA	14.3976	14.4015
1	NOK NORWEGIAN KRONE	14.1198	14.1242
1	AED UAE DIRHAM	35.9819	35.9880
1	SAR SAUDI RIYAL	35.2347	35.2406
1	KWD KUWAITI DINAR	431.3603	431.5501
1	TND TUNISIAN DINAR	45.4504	45.9072
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	14.3411	14.3427
1	LYD LIBYAN DINAR	20.8432	20.9500
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3.3394	3.3498
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	181.6068	181.6068

BOURSE ZURICH

L'espoir d'une normalisation au Moyen-Orient s'évanouit

La Bourse suisse a ouvert sur une note déprimée lundi, rendant l'essentiel des gains accumulés vendredi en fin de séance, portée alors par l'annonce iranienne d'une réouverture du détroit d'Ormuz au trafic. Las, comme une semaine auparavant, les espoirs d'un apaisement durable ont fait long feu avant même la fin de la pause hebdomadaire.

Le président américain Donald Trump avait dès vendredi maintenu le blocus à l'encontre des navires associés à la république islamique. La marine US a depuis joint l'acte à la parole, saisissant un cargo iranien dans le golfe d'Oman. Téhéran, qui assure n'avoir à cette heure aucune

intention de revenir à la table des négociations, a promis de riposter à ce qu'elle considère comme un acte de piraterie et reverrouillé le détroit. Dimanche, l'occupant de la Maison Blanche a surenchéri, menaçant de détruire l'intégralité des infrastructures énergétiques et des ponts de l'Iran.

"L'optimisme de vendredi s'est avéré prématuré," observe dans une note matinale Francesco Maria Di Bella. Le stratège d'Unicredit peine par ailleurs à imaginer un retour à la situation d'avant fin février, au début des hostilités.

Si les places européennes se réveillaient lundi avec une gueule de bois, leurs homologues asiatiques en re-

vanche faisaient montent d'une résilience insoupçonnée. "Les indices technologiques en particulier se portent bien - nonobstant l'envol des prix de l'énergie - sur fond de nouvelles encourageantes dans le domaine de l'intelligence artificielle," constate Ipek Ozkardeskaya, analyste vedette chez Swissquote. A la Bourse de Tokyo, l'indice vedette Nikkei a clôturé en hausse de 0,59% à 58'824,89 points, et l'indice élargi Topix de 0,43% à 3777,02 points. A Séoul, l'indice Kospi a progressé de 0,44%. Sydney a gagné 0,07%, Taipei 0,42%.

Les prix du pétrole comblaient dans ce contexte l'essentiel de leurs pertes de vendredi après-midi. Peu

après 09h00, le baril de Brent de la mer du Nord s'appréciait de 4,8% à 94,73 dollars et celui de light sweet crude (WTI) américain de 5,3% à 88,30 dollars.

En Suisse, la saison des résultats intermédiaires marquait une pause et l'agenda conjoncturel était vide. Nombre de titres étaient par contre traités hors dividende. Figure encore au programme l'évolution du produit intérieur brut européen au dernier trimestre et sur l'ensemble de 2025.

A 09h15, le Swiss Market Index (SMI) cédait 1,30% à 13'254,96 points, le Swiss Leader Index (SLI) 1,25% à 2140,51 points et le Swiss Performance Index (SPI) 0,76% à

18'731,44 points. Seules deux titres échappaient au marasme ambiant. La défensive Swisscom (+0,8%) faisait honneur à son qualificatif et Julius Bär s'accrochait à l'équilibre. Le paquebot alimentaire Nestlé (-3,4% ou 2,70 francs suisses) et traité ce jour hors dividende de 3,10 francs suisses. La lanterne rouge temporaire échouait toutefois au mastodonte des matériaux de construction Amrise (-4,2%), sans indication particulière.

Les poids lourds pharmaceutiques Roche (bon -0,5%) et Novartis (-0,6%) reculaient sensiblement. Le bémémoth bancaire UBS (-1,2%) en encore plus nettement.

Agence

TOURISME

Les États-Unis ont plus de 2 fois moins de touristes que la Chine

Les États-Unis ont enregistré une chute de 5,5% du nombre de visiteurs internationaux en 2025, selon une étude du Conseil mondial du voyage et du tourisme. Un signal d'alarme pour la première puissance touristique mondiale, désormais menacée par la montée en puissance de la Chine.

Rédaction internationale/Agence

Le géant du tourisme mondial vacille. Les États-Unis, qui restent malgré tout le premier marché du voyage et du tourisme au monde, ont vu le nombre de visiteurs internationaux reculer de 5,5% en 2025 par rapport à 2024, selon les dernières recherches du Conseil mondial du voyage et du tourisme (WTTC). Une contre-performance d'autant plus frappante que l'année 2025 a été, à l'échelle mondiale, une année exceptionnelle pour le tourisme, avec 80 millions de voyageurs internationaux supplémentaires par rapport à 2024. Les touristes n'ont pas arrêté de voyager, ils ont simplement choisi d'aller ailleurs. En termes de flux, la baisse est nette. Si certains marchés, assure le WTTC, ont apporté 1,7 million de visites supplémentaires aux États-Unis, cette hausse a été largement effacée par une diminu-

tion de 5,7 millions d'arrivées en provenance d'autres pays, aboutissant à une perte nette d'environ quatre millions de visiteurs. Résultat direct sur les recettes: les dépenses des visiteurs internationaux ont chuté de 4,6% pour atteindre 176 milliards de dollars. Une érosion financière considérable pour un secteur qui au global représente 2.900 milliards de dollars de contribution au PIB américain en 2025 et qui représente près d'un emploi sur dix, direct ou indirect, dans le pays.

Les Canadiens fuient les États-Unis

Le principal responsable de cette désaffection est le Canada. Avec 4,2 millions de Canadiens de moins ayant traversé la frontière pour leurs vacances, le voisin du nord concentre à lui seul l'essentiel du repli. Loin derrière, l'Allemagne affiche une baisse de 225.000 visites, suivie de l'Inde

avec 130.000 visiteurs de moins et de la France avec 116.000 touristes de moins. Un recul géographiquement large, qui touche des marchés émetteurs traditionnellement solides pour les États-Unis. Ce recul n'est pas anodin dans un contexte mondial en pleine recomposition. Le WTTC avertit que les États-Unis "se trouvent aujourd'hui à la croisée des chemins en matière de développement touristique", et que leur image de destination se dégrade dangereusement. Plusieurs décisions de l'administration Trump ont contribué à rendre la destination moins attractive: hausse du coût de la vie, droits de douane, climat politique tendu et augmentation du prix de l'ESTA. Mais la mesure qui inquiète le plus concerne l'obligation, pour les voyageurs issus de pays exemptés de visa comme la France, de fournir l'historique de leurs activités sur les réseaux sociaux sur les cinq dernières années.

CROATIE

Plusieurs milliers de personnes manifestent pour une hausse des salaires et des pensions

Plusieurs milliers de Croates ont manifesté ce samedi 18 avril à Zagreb pour réclamer des salaires et des pensions plus élevés, alors que l'inflation croît dans ce pays de l'UE depuis plusieurs mois. En mars, le pays a enregistré une inflation de 4,89%, la plus élevée de la zone euro, où elle a atteint 2,6%. Brandissant des pancartes proclamant «Stop à la taxe sur la pauvreté», «Si tout a augmenté, pourquoi pas nos salaires?», les manifestants ont défilé dans le centre de la capitale croate avant de se rassembler sur la place Ban Jelacic. «J'ai une pension de 620 euros. Nous sommes venus manifester pour que la situation des retraités et des travailleurs s'améliore», a déclaré Slobodanka Andric, 69 ans, retraitée de Vukovar. «Il faut qu'ils (le gouvernement) y voient plus clair. Qu'ils voient que nos retraités et les travailleurs au salaire minimum survivent à peine», a

ensuite confié Ivan Vecerin, 40 ans, technicien à l'hôpital de Dubrovnik. Le rassemblement était organisé par les trois principales confédérations syndicales ainsi que par l'association des retraités, de nombreux travailleurs ayant rejoint la manifestation à partir d'autres villes croates.

Les syndicats exigent une revalorisation des salaires

Le président de l'Union des syndicats autonomes de Croatie (SSSH), Mladen Novosel, a estimé que les revendications n'étaient «pas déraisonnables» et a proposé au gouvernement un compromis en deux volets. «À la fin de l'année, lorsque le salaire minimum augmentera, relevez-le de 250 euros brut et faites la même chose l'année suivante. De cette façon, nous atteindrons le salaire que nous demandons», a déclaré Mladen Novosel. Les

syndicats exigent que le salaire minimum net et le salaire moyen net soient relevés respectivement à 1100 et 2200 euros (contre environ 800 et 1500 euros actuellement). Ils réclament également que la pension moyenne soit portée de 700 à 1100 euros. L'objectif principal de la manifestation, selon les organisateurs, est de «réveiller les travailleurs croates, la population, les retraités et les étudiants» et de restaurer leur conviction qu'il faut se battre pour de meilleures conditions en Croatie, plutôt que de partir à l'étranger. La Croatie, membre de l'UE depuis 2013, se classe sixième du bloc pour les prix de l'alimentation, mais seulement 19e pour le salaire mensuel moyen. La part de l'alimentation dans le coût de la vie en Croatie est de 26,7%, contre 16,5% dans la voisine Slovaquie et 12,5% en Allemagne.

Agence

ROYAUME-UNI

Hausse surprise du PIB en février

Le Royaume-Uni a enregistré une hausse inattendue de 0,5% de son produit intérieur brut (PIB) en février, dernier mois avant le début de la guerre au Moyen-Orient, qui devrait profondément affecter l'économie du pays. Ce chiffre, annoncé jeudi par l'Office national des statistiques (ONS), est bien supérieur aux attentes des analystes, qui tablaient sur une progression de 0,1%. La croissance pour le mois de janvier est pour sa part revue légèrement en hausse, à 0,1%, alors qu'une stagnation avait initialement été annoncée. Ces chiffres constituent une bonne nouvelle pour le gouvernement travailliste de Keir Starmer, qui peine à relancer la crois-

sance depuis son retour au pouvoir en juillet 2024 et dont le parti devrait subir de lourdes pertes lors des élections locales prévues le mois prochain. Mais la guerre au Moyen-Orient, déclenchée le 28 février par de premières frappes américaines et israéliennes contre l'Iran, devrait couper cet élan et avoir un fort impact sur l'économie du pays dans les mois à venir, notamment à cause de la hausse des prix de l'énergie. Selon les dernières prévisions du Fonds monétaire international (FMI) cette semaine, le Royaume-Uni est le pays le plus affecté par la guerre parmi les économies avancées, avec une croissance attendue à 0,8% cette année, en baisse de 0,5 point

par rapport à l'estimation de janvier. La ministre britannique des Finances Rachel Reeves, actuellement à Washington pour les réunions de printemps du FMI, avait dit mardi ressentir "une grande frustration et une grande colère que les États-Unis se soient engagés dans cette guerre sans plan de sortie clair". "Je pense vraiment que c'est une folie, et c'en est une qui touche les familles ici au Royaume-Uni, mais aussi les familles aux États-Unis et dans le monde entier", avait-elle insisté dans une interview au Daily Mirror. La guerre a mis à mal les efforts du gouvernement britannique pour contrer la hausse des prix. Le retour d'une inflation

aux alentours de 2%, initialement prévu pour le mois d'avril par la Banque d'Angleterre, est désormais de l'histoire ancienne. Contrairement à d'autres pays, le Royaume-Uni n'a pas mis en place de mesures de soutien aux ménages face à la hausse des prix à la pompe (+19% pour l'essence et +34% pour le diesel, selon les statistiques nationales publiées mardi). Rachel Reeves, avec ses homologues de dix autres pays dont le Japon ou l'Australie, a appelé mercredi à mettre en place une réponse économique "coordonnée, responsable et réactive" à la guerre au Moyen-Orient, face aux risques "sur la croissance, l'inflation et les marchés".

ALLEMAGNE

Le gouvernement annonce une baisse de la taxe sur les carburants durant deux mois

Le ministre des finances, M. Klingbeil, et le ministre de l'économie, M. Reiche, en désaccord: La coalition parviendra-t-elle à alléger le fardeau des citoyens ou s'effondrera-t-elle? Après des échanges tendus entre le ministre de l'Économie Katherina Reiche et le ministre des Finances Lars Klingbeil, le gouvernement a entamé des pourparlers au cours du week-end aboutissant à un accord visant à réduire la taxe sur l'essence et le diesel. En Allemagne, après un week-end de négociations marathon, la coalition au pouvoir s'est accordée sur la mise en place d'un paquet énergétique d'urgence face à la hausse des prix du carburant, et prévoit de réduire la taxe sur le diesel et l'essence d'environ 17 centimes par litre durant deux mois. Le chancelier Friedrich Merz (CDU), le vice-chancelier et ministre des Finances Lars Klingbeil (SPD), le chef de la SPD Bärbel Bas et le chef de la CSU Markus Söder ont présenté les résultats lors d'une conférence de presse lundi matin, après des discussions qui se sont prolongées tard dans la nuit à la Villa Borsig.

"Nous partageons tous le sentiment que nous nous trouvons dans une situation difficile", a reconnu Friedrich Merz, décrivant cette mesure comme "une aide très concrète" qui "améliorera très rapidement la situation des automobilistes et des entreprises du pays, en particulier de ceux qui se déplacent beaucoup en voiture pour leur travail".

Lars Klingbeil a également assuré que cette réduction permettra un "allègement réel et perceptible".

Le gouvernement allemand prévoit également d'autoriser aux entreprises de verser à leurs salariés une prime d'aide exceptionnelle de 1 000 euros, exonérée de cotisations sociales et d'impôts.

L'ensemble de ces mesures sera financé par des dispositifs fiscaux ainsi que par un durcissement des règles de concurrence.

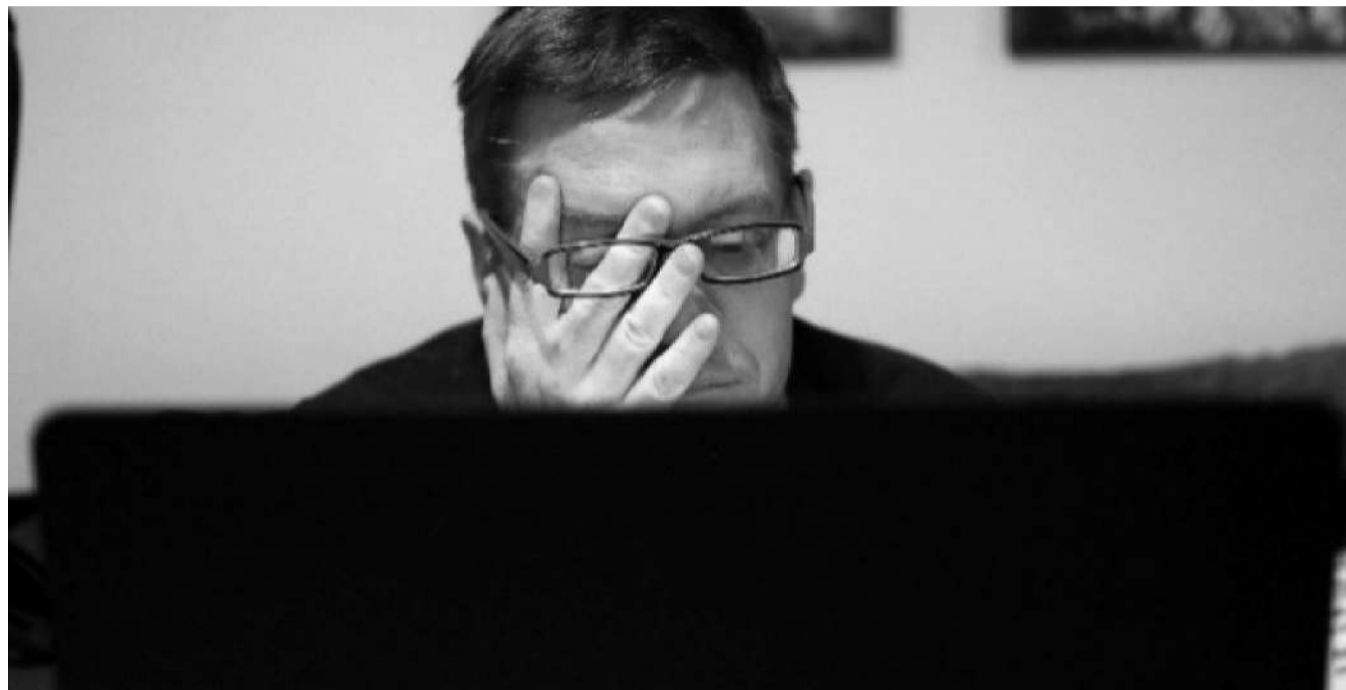
Friedrich Merz a toutefois précisé que l'État ne pouvait pas compenser tous les mouvements du marché.

"La guerre en Iran est la véritable cause des problèmes que nous rencontrons également dans notre propre pays", a-t-il déclaré. "Nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour mettre fin à cette guerre."

Agence

Les lenteurs du support IT grèvent la productivité des salariés

Employés et responsables IT perdent un temps précieux au quotidien à cause de la lenteur des services support et de divers dysfonctionnements des systèmes. Un coût rarement intégré dans les



L'inefficacité de l'IT, et notamment la lenteur du support technique, coûte chaque année plusieurs millions de dollars aux entreprises. Selon une étude menée pour le fournisseur de services d'assistance basés sur l'IA Atera, de nombreux employés, y compris les responsables informatiques, estiment perdre plusieurs heures par semaine de ce fait. Bien que cela ne soit pas vraiment une surprise en soi, les résultats de cette enquête montrent que la situation perdure.

L'étude révèle que plus des deux tiers des employés consacrent au moins 10% de leur temps de travail quotidien à ce que l'on considère comme du « méta travail », autrement dit des tâches qui rendent leur travail quotidien possible : arriver à naviguer dans les processus, gérer leur login ou résoudre des difficultés techniques. Près des deux tiers perdent au moins 10 minutes par jour à cause de systèmes bloqués, et dans de nombreux cas, ces retards coûtent à leur entreprise plus de 100 dollars par employé et par semaine. Pour une entreprise comptant des milliers d'employés, ces coûts peuvent rapidement devenir très significatifs. Et les responsables IT ne sont pas épargnés. Près des trois quarts d'entre eux déclarent perdre en moyenne au moins une heure par semaine à cause de difficultés d'accès, de systèmes trop lents ou de délais trop longs de résolution des problèmes.

Des coûts invisibles dans les comptes

« En moyenne, un employé perd environ trois heures et demie de travail après avoir soumis une demande d'assistance », affirme Gil Pekelman, PDG et cofondateur d'Atera. « Cela comprend le temps entre l'ouverture du ticket et la réponse, le temps de résolution proprement dit, mais aussi le temps de transition d'une tâche à l'autre pour l'employé. Il était en train de

travailler sur une tâche qu'il a dû interrompre pour passer à autre chose à cause du blocage. Et une fois celui-ci résolu, il doit revenir à sa première tâche. »

Bien qu'Atera ait commandé cette enquête pour promouvoir sa solution de support technique basée sur l'IA, d'autres experts estiment que les chiffres obtenus, déjà élevés, pourraient néanmoins être encore sous-évalués. Pour Collin Hogue-Spears, directeur senior et expert technique chez Black Duck Software, fournisseur de solutions de sécurité pour apps mobiles, « de nombreuses grandes entreprises subissent une perte de productivité équivalente à celle de plus de 200 employés en raison de ce type de problèmes IT, et pour autant, ce coût n'apparaît dans aucune ligne budgétaire ! Le véritable problème n'est pas l'existence de ces frictions que nous constatons nous aussi dans toutes les entreprises, mais le fait que les équipes DAF n'aient jamais été invitées à les examiner. » Pour lui, les DSI devraient déployer des outils de mesure de l'expérience digitale et réaliser des analyses trimestrielles. « Si votre directeur financier examine les effectifs chaque trimestre sans jamais consulter d'indicateur de friction, vous financez des effectifs fantômes que vous passez en frais généraux, poursuit Collin Hogue-Spears. La friction IT n'est pas un centre de coûts, c'est du travail fantôme. »

Conformité et sécurité, frictions nécessaires

Les problèmes informatiques sont inévitables, et aggravés par la complexité croissante des projets à grande échelle, les exigences de conformité ou les environnements multcloud. « Personne n'élimine complètement ces coûts, souligne Collin Hogue-Spears. Mais les entreprises dotées d'une solide expérience digitale affichent des pertes de productivité nettement infé-

rieures à celles qui n'en disposent pas, et cet écart prouve que le leadership compte. »

« Une informatique sans friction relève de l'illusion, confirme Frank Meltke, PDG du cabinet de conseil en transformation numérique Contraco. Un environnement totalement fluide, s'il existe, est soit non sécurisé, soit extrêmement coûteux. » Des protocoles de sécurité rigoureux et des exigences de conformité strictes engendrent sans nul doute du travail supplémentaire. « L'étude Atera mesure les frictions réelles, mais elle ne fait pas la distinction entre celles qui sont nécessaires et celles qui ne le sont pas. Un responsable IT performant ne cherche pas à éliminer toutes les frictions. Son objectif est de garantir l'existence des processus nécessaires à la protection de l'organisation. »

Une difficulté extrême pour les PME

Reste que le problème frappe plus durement les PME, ajoute Frank Meltke. « L'enquête d'Atera porte sur 1 000 employés à temps plein et 500 dirigeants (cadres supérieurs et cadres supérieurs) d'entreprises américaines de plus de 1 000 employés, mais interroger des structures plus petites pourrait révéler un problème encore plus important. Alors qu'un employé dans une grande entreprise peut perdre 45 minutes à attendre la réponse à un ticket au help desk, dans une PME, il va perdre ce temps, voire plus, à essayer de résoudre le problème lui-même. »

Pour réduire cet impact, Frank Meltke recommande à ces petites structures de privilégier la simplicité dans leur infrastructure informatique. « Plutôt que d'assembler une douzaine d'applications bon marché et monofonctionnelles qui nécessitent une maintenance constante et une saisie manuelle des données, il est préférable de se concentrer sur un nombre restreint d'outils performants et fiables,

Le PDG d'Anthropic se rend à la Maison-Blanche, Trump demande de qui il s'agit



Le PDG d'Anthropic rencontre la cheffe de cabinet de Trump pour discuter du modèle IA le plus redouté du moment. Interrogé sur place, le président lâche un « Who ? » devant les caméras. Vendredi 17 avril, Dario Amodei a été reçu à la Maison-Blanche. Face à lui : Susie Wiles, cheffe de cabinet, Sean Cairncross, directeur national de la cybersécurité, et Scott Besant, secrétaire au Trésor. Selon Politico, qui a révélé la réunion en exclusivité, l'objet des discussions portait sur Mythos, le dernier modèle d'Anthropic. La Maison-Blanche a qualifié l'échange de « productif et constructif ». Le même jour, à Phoenix, un journaliste a demandé à Donald Trump si Anthropic avait eu une réunion à la Maison-Blanche. Réponse : « Who ? ». Puis : « I have no idea. »

Pourquoi Anthropic et Washington sont en guerre ouverte

Pour comprendre la scène, il faut remonter au gros feuillet tech de février. Le Pentagone voulait déployer Claude dans des environnements militaires classifiés. Anthropic a posé deux conditions : pas d'armes autonomes, pas de surveillance de masse. Le secrétaire à la Défense Pete Hegseth a refusé. L'ultimatum a expiré. Anthropic n'a pas cédé.

La riposte a été brutale. Le Pentagone a classé Anthropic comme « risque pour la chaîne d'approvisionnement ». Cette étiquette, normalement réservée à des entreprises comme Huawei ou ZTE, interdit aux fournisseurs du ministère de travailler avec la société visée. Trump a étendu le bannissement à toutes les administrations fédérales. Anthropic a attaqué en justice. Un juge fédéral a suspendu la désignation fin mars. La cour d'appel l'a rétablie début avril. Le contentieux est toujours pendante. En février, Trump avait déclaré que son administration ne « ferait plus jamais affaire » avec Anthropic.

Pourquoi la Maison-Blanche ouvre quand même la porte

Malgré ce conflit, la cheffe de cabinet a reçu Amodei. La raison a un nom : Mythos. Ce modèle, présenté début avril, a démontré une capacité inédite à détecter des failles de cybersécurité. Le Royaume-Uni a réagi en urgence. Des agences européennes ont tenté d'y accéder. Un conseiller de Trump a confié à Axios que la rencontre avait été « élevée au niveau de Susie ». Objectif affiché : « démêler le vrai du faux » sur les capacités réelles du modèle.

L'objectif des deux camps était clair : séparer la guerre avec le Pentagone du reste. Les prochaines étapes porteraient sur l'accès d'autres ministères à Mythos. Selon CNN, le Pentagone utilise toujours Claude en Iran malgré l'interdiction officielle. La semaine précédente, le vice-président JD Vance avait déjà rencontré Amodei pour discuter cybersécurité.

Un détail éclaire la mécanique. Anthropic a récemment embauché le cabinet de lobbying Ballard Partners. Susie Wiles y a travaillé pendant des années. Le mandat porte sur les marchés publics du département de la Guerre. Côté concurrent, Sam Altman fait face à des rumeurs d'éviction chez OpenAI. Jensen Huang se défend de « se réveiller en perdant ». Amodei, lui, entre à la Maison-Blanche par la grande porte.

MOTEUR V4 DE 212 CHEVAUX, 300 KM/H
CFMoto présente sa nouvelle bombe sportive



Profitant des CFMoto Days 2026 qui se sont tenus sur le circuit de Chengdu Tianfu, la marque chinoise a dévoilé la version routière de la superbike V4 SR-RR présentée sous forme de prototype lors du dernier salon de Milan. Une superbike homologuée pour la route équipée d'un moteur V4 à 997 cm³ développant plus de 210 chevaux pour une vitesse de pointe annoncée de 300 km/h. Dévoilée à l'occasion de la dernière édition du salon EICMA de Milan, la CFMoto V4 SR-RR avait fait sensation dans les allées de l'événement italien. Quelques mois plus tard, le constructeur chinois a présenté la version définitive de sa sportive, qui trônera au sommet de la hiérarchie de la gamme SR.

Une V4 SR-RR qui incarne la vision de CFMoto pour l'avenir du segment des superbikes.

La moto repose sur un moteur V4 à 90° de 997 cm³ développant 212 chevaux, avec un régime maximal de 15 000 tr/min et une vitesse de pointe annoncée par le constructeur à 300 km/h.

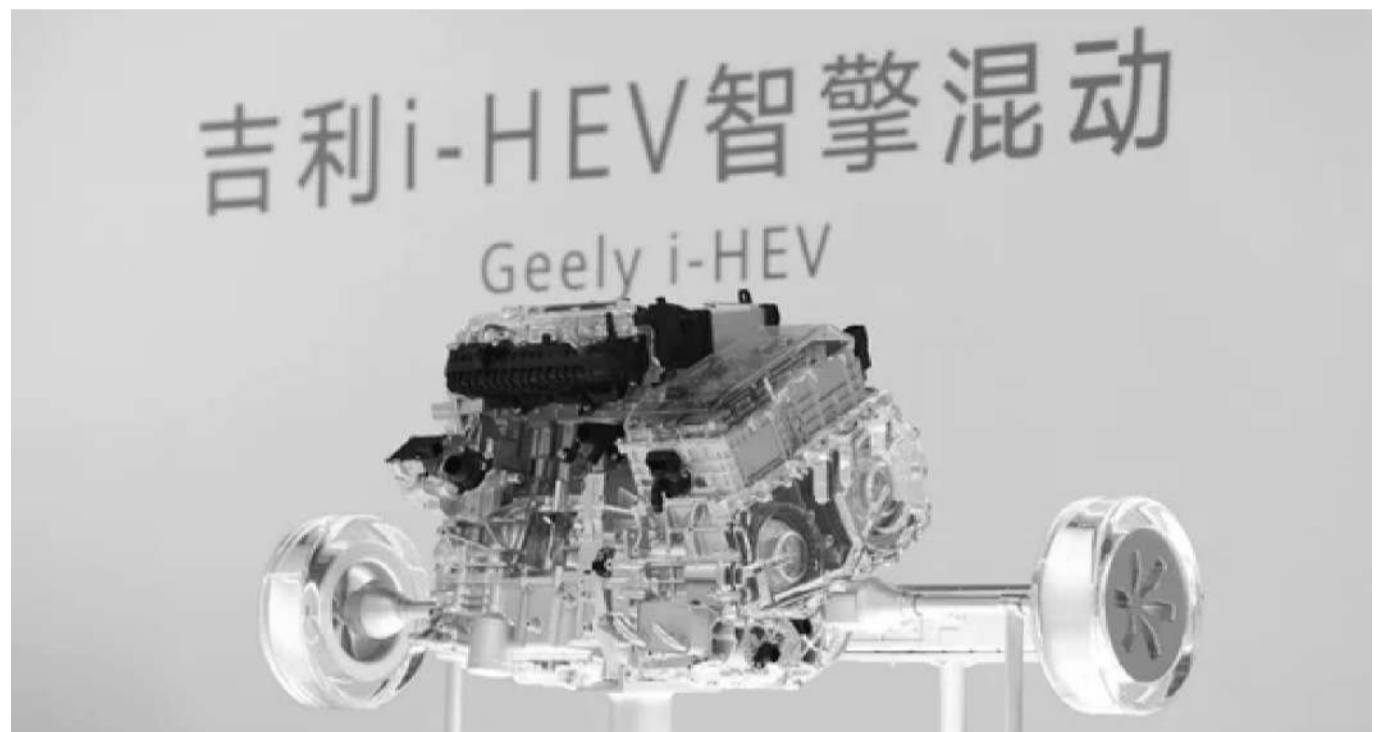
Un avenir en MotoGP en ligne de mire pour CFMoto ?

Comme pour le prototype, l'aérodynamisme actif est l'un des atouts majeurs du modèle de série. La V4 SR-RR est en effet équipée d'ailerons adaptatifs et mobiles qui s'ajustent automatiquement aux différentes conditions de conduite. « Lors d'un freinage d'urgence, les ailerons se déploient instantanément pour agir comme des freins aérodynamiques, améliorant ainsi la capacité de freinage du véhicule. Ce système d'ailerons actifs rappelle même une aile d'avion » a précisé Chen Zhiyong, vice-président de CFMoto. Un système qui réduit la traînée aérodynamique de 12 % et génère jusqu'à 45 % d'appui supplémentaire sur la roue avant, améliorant la stabilité à haute vitesse et la tenue de route en virage. À l'occasion des CFMoto Days, la marque a également dévoilé son programme pour former les jeunes talents de demain : la CFMoto Racing Academy. L'académie, basée en Chine, recrute déjà des instructeurs espagnols pour former de jeunes pilotes et les accompagner vers les catégories professionnelles de la compétition moto, tandis que CFMoto se prépare, en tant que constructeur, à engager ses propres motos de course. Jusqu'en MotoGP comme cela a déjà été évoqué ?

ENTERRÉ TROP VITE

Le moteur thermique progresse encore grâce aux Chinois

Alors que l'Europe prépare la fin des ventes de voitures thermiques neuves d'ici à 2035, le chinois Geely dévoile un système hybride revendiquant 48,41% de rendement thermique et jusqu'à 2,22 l/100 km en test. Au-delà de l'effet d'annonce, cette avancée rappelle qu'un moteur essence conserve encore des marges de progression, au moment où le débat semblait presque clos.



Le groupe chinois Geely a présenté sa nouvelle génération de chaîne hybride i-HEV, appelée à équiper plusieurs modèles maison. Son principal argument tient dans un chiffre : un rendement thermique annoncé de 48,41%, soit l'un des niveaux les plus élevés revendiqués pour un moteur de grande série. Pour rappel, un moteur essence classique gaspille encore la majorité de l'énergie du carburant sous forme de chaleur. Même les meilleurs blocs actuels dépassent rarement 40%. Et ce n'est pas tout car le constructeur met également en avant une consommation de 2,22 l/100 km obtenue lors d'un essai encadré sur l'île chinoise de Hainan. Ce résultat spectaculaire mérite toutefois d'être nuancé : il ne correspond pas à une homologation européenne en usage courant. Sur certains modèles déjà annoncés, les valeurs communiquées apparaissent plus classiques, entre 4 et 5 l/100 km selon que c'est une berline ou un SUV.

Pourquoi ce chiffre compte vraiment

Le rendement thermique mesure la part de l'énergie contenue dans le carburant réellement transformée en mouvement. Sur un moteur essence conventionnel, une large partie est perdue sous forme de chaleur. Les meilleurs blocs modernes évoluent souvent entre 35% et un peu plus de 40% dans les cas les plus avancés. Même si l'on reste loin du rendement d'un véhicule électrique qui transforme généralement deux fois plus d'énergie utile qu'un modèle thermique efficient, approcher des 50% montre donc qu'il reste encore des gains techniques possibles sur une technologie régulièrement décrite comme arrivée en bout de course. Injection, gestion électronique, combustion optimisée et,

comme ici, hybridation permettent de récupérer une partie du terrain que le moteur thermique semblait avoir définitivement perdu. D'autres initiatives existent : pour rappel il y a quelques jours, nous évoquions le démonstrateur Horse Powertrain développé avec Repsol, capable d'annoncer 3,3 l/100 km dans un Dacia Duster hybride grâce à un moteur optimisé et à un carburant 100% renouvelable. Deux approches différentes, même si Geely se retrouve présent dans les deux dossiers (coentreprise Horse) mais un même constat : le moteur thermique continue encore de progresser.

sent la consommation sans imposer la recharge à l'utilisateur. C'est aussi une manière pour plusieurs groupes asiatiques de répondre à la domination historique de Toyota sur ce terrain. Longtemps référence mondiale de l'hybride, le constructeur japonais voit désormais des concurrents chinois accélérer avec des moyens industriels considérables.

Une progression réelle, mais aux limites connues

Cette amélioration ne change pas la hiérarchie énergétique globale. Un moteur électrique demeure bien plus efficient



L'hybride change la fin de carrière du moteur essence

Cette annonce illustre surtout le rôle croissant de l'hybride comme prolongateur de vie du moteur thermique. En associant un bloc essence plus efficient à une batterie de petite capacité (le moteur i-HEV de Geely n'a une batterie que de 1 à 2 kWh, pas rechargeable) et à un moteur électrique, les constructeurs rédui-

qu'un moteur thermique, même fortement optimisé. Elle ne remet pas non plus en cause les objectifs réglementaires européens fixés pour 2035. En revanche, elle rappelle un point souvent oublié : les technologies ne disparaissent pas du jour au lendemain. Tant qu'il existera une demande pour des véhicules non rechargeables, abordables et sobres, le moteur essence hybride a toutes les raisons de conserver une place. Et visiblement, il n'a pas encore dit son dernier mot.

Mots fléchés

Se revoir après de longues séparations Sournois	Don	Poèmes lyriques	Reine-marguerite	Capitale transalpine	Habitantes d'un capitale européenne	Possessif	Agile Cours d'eau allemand			
				Plante herbacée Formés						
Frangins	Saison	Épinceter	Spectateurs							
			Morceau Traditions							
Alliance militaire Femelles du singe			Aurochs Devin français		Durée d'une révolution Riche		Certaine			
				Inutiles Noté						Vin blanc liquoreux espagnol
Loupées	Couple		Relatif aux vaisseaux sanguins							
			Château de la Belle au bois dormant Style				Note de musique Tohu-bohu			
Fleuve mais aussi une guerre de Crimée	Prodige	Congé depuis les 35 heures hebdomadaire En compagnie de		Fin de messe	Intenter un procès					
			Rigide				Affoles			Fleuve côtier
Donnant Administré					Bateau	Tas Pluie de glace				
			Récépissé	Enduis de colle végétale Entre amis						Son nom indique sa forme
Intronisât					Mer fermée					L'Estonie
Durillon	Vénère	Bouleversé			Égrillards Fouillée					
		Cuivre Mammifère marin		Enregistrées sur bande						
Dépités				Engrais organique Ancêtre			Sélénium Personnes			
Installation ambulante	Poissons	Vive agitation	Surface agraire			Manche de tennis Céréales				Fleur d'arbrisseau
						Aluminium	Salve			
Fromage couvert de paraffine Calcium			Exposer pour la vente							Milli-seconde
	Auteur de 'Le nom de la rose'		Rivière du Congo				Célèbre dépêche			
	Céréale					Écope				

PÉTROLE

Le Brent en hausse à 95,12 dollars

Les cours du pétrole évoluaient en nette hausse lundi, dans un marché soutenu de nouveau par des facteurs géopolitiques liés à la situation au Moyen-Orient et au Golfe. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juin, prenait 5,24% à 95,12 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en mai, gagnait 5,82% à 88,73 dollars.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Mardi 21 avril 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

ACCIDENTS DE LA ROUTE 3 morts et 174 blessés en 24 heures

Trois (03) personnes sont décédées et 174 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas, indique lundi, un bilan de la Protection civile. Les trois décès sont survenus dans les wilayas de Boumerdès, Tindouf et Constantine, précise la même source. Par ailleurs, les secours de la Protection civile ont prodigué des soins de première urgence à 4 personnes, incommodées par le monoxyde de carbone, émanant des dispositifs de chauffage et chauffe-eau de l'intérieur de leurs domiciles respectifs dans les wilayas d'Alger, Constantine et Sétif. APS

AADL 3 Lancement de la mise en ligne des ordres de versement de la deuxième partie de la première tranche

L'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL) a annoncé, lundi dans un communiqué, le lancement de la mise en ligne des ordres de versement de la deuxième partie de la première tranche sur son site électronique, au profit des souscripteurs du programme de location-vente "AADL 3". Parallèlement, l'Agence a entamé la mise en ligne des ordres de versement de la tranche complémentaire pour les souscripteurs ayant procédé au changement du type d'appartement, passant de trois pièces (F3) à quatre pièces (F4), précise le communiqué. L'AADL a précisé que le règlement de la deuxième partie, fixée à 50 % du montant de la première tranche, ainsi que de la tranche complémentaire, s'effectue en ligne via son site: www.aadl.dz, en suivant les mêmes procédures appliquées lors du versement de la première partie de la première tranche. Elle a également mis à la disposition des souscripteurs le numéro vert 3040 pour répondre à leurs interrogations et préoccupations.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

L'inscription en 1^{ère} année primaire se fera exclusivement via l'espace réservé aux parents

Le ministère de l'Éducation nationale a annoncé, dimanche dans un communiqué, qu'en prévision de la prochaine rentrée scolaire 2026-2027, l'inscription en première année primaire se fera exclusivement via l'espace réservé aux parents sur le système d'information du secteur de l'éducation. "En prévision de la rentrée scolaire 2026-2027, le ministère de l'Éducation nationale informe l'ensemble des parents concernés par l'inscription de leurs enfants en première année primaire, à savoir les enfants nés entre le 1er janvier et le 31 décembre 2020, que l'opération se fera exclusivement via l'espace qui leur est dédié sur le système d'information du

secteur de l'Éducation nationale, via le lien: <https://awlyaa.education.dz>, et ce durant la période allant du 3 au 30 mai 2026", précise le communiqué. A noter que l'inscription ne concerne pas les enfants déjà inscrits dans les classes préparatoires durant l'année scolaire 2025-2026, étant inscrits automatiquement. Les parents dont les enfants sont actuellement inscrits en classes préparatoires pour l'année scolaire en cours, souhaitant transférer leurs enfants vers d'autres établissements scolaires, peuvent introduire leurs demandes via leurs comptes sur l'espace qui leur est dédié sur le système d'information du secteur, ajoute le communiqué.

MDN

Appel à l'accomplissement des procédures de déclaration et d'enregistrement des drones avant le 30 avril

Le Centre national des systèmes d'aéronefs sans pilote à bord (CNSAPB) a invité les propriétaires de drones non encore déclarés, à se rapprocher du Centre afin d'accomplir les procédures de déclaration et d'enregistre-

ment avant le 30 avril 2026, indique, lundi, un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Conformément aux procédures réglementaires relatives à la déclaration des systèmes d'aéronefs sans pilote à bord, et afin de régulariser la situation de leurs propriétaires et utilisateurs, en vue de permettre leur utilisation dans un cadre légal garantissant la protection des personnes et des biens et renforçant la sécurité publique, le CNSAPB du MDN continue d'accueillir les citoyens et les établissements propriétaires de systèmes d'aéronefs sans pilote (drones)", précise la même source. A cet titre, "toutes les conditions et facilitations nécessaires ont été assurées par les cadres du Centre national, notam-

ment en fournissant des explications détaillées et des orientations importantes, à même de garantir une utilisation optimale de ces systèmes dans le respect de la loi". Dans ce sillage, note le communiqué, le CNSAPB invite les citoyens et l'ensemble des organismes et établissements nationaux publics et privés, propriétaires d'aéronefs sans pilote (drones) non encore déclarés, à se rapprocher du Centre national avant le 30 avril 2026 afin d'accomplir les procédures de déclaration et d'enregistrement, pour pouvoir les utiliser légalement dans le cadre de leurs activités professionnelles et de loisirs, et bénéficier des services fournis par le CNSAPB". APS

OCTROI DES AUTORISATIONS DE DIFFUSION TÉLÉVISUELLE ET SONORE

Publication du décret exécutif fixant les modalités de versement de la contrepartie financière

Le décret exécutif n 26-136 fixant les modalités de versement de la contrepartie financière pour l'octroi d'une autorisation de création du service de diffusion télévisuelle ou du service de diffusion sonore a été récemment publié au Journal officiel (JO), indique lundi un communiqué du ministère de la Communication. Le décret vise à "organiser le cadre financier et juridique de l'activité audiovisuelle, à travers l'instauration de règles claires définissant les conditions, les délais et les modalités de paiement des redevances imposées aux établissements souhaitant obtenir ces autorisations", précise la même source. Le décret tend également à "garantir la transparence et l'égalité entre les diffuseurs médias audiovisuels désirant obtenir des autorisations de diffusion, et à protéger l'activité contre les pratiques illégales", tout en "consacrant le principe de sérieux et de professionnalisme dans l'octroi des autorisations, afin de soutenir le développement d'un secteur médiatique structuré et équilibré". La publication de ce décret exécutif constitue "un jalon qualitatif dans le processus de développement du secteur de la communication et de renforcement de son professionnalisme", dans l'attente de la promulgation des autres textes d'application relatifs à la loi organique sur l'information", conclut le communiqué.

Sous le patronage de Monsieur le Ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche



18 > 21
MAI 2026
EXHIBITION CENTER - SAFEX
ALGIERS - ALGERIA

PAN-AFRICAN EXHIBITION FIFTH EDITION ALGIERS

5th
EDITION



Register now and
Book your stand!

SIPSA FILAHA A UNIQUE
HUB FOR A SUCCESSFUL
SIPSA AFRIKA FOOD EXPORT EXHIBITION

www.sipsa-filaha.com

